

REVUE SUISSE



La revue des Suisses de l'étranger
Septembre 2019



**Foules sur les sommets:
le tourisme de masse inquiète la Suisse**

**Les partis sous la loupe:
grand sondage préélectoral**

**Cryptomonnaies:
la Suisse attise la tendance**



PLR

Les Libéraux-Radicaux
International

liberal und weltoffen liberal and liberal et ouvert open to liberali e aperti al mondo

Innovation
Progresso
Cohésion
Liberté
Freiheit
Gemeinschaft
Coesione

Nous nous engageons.

Pour la 5^{ème} Suisse. Pour la voie bilatérale !

Avancer ensemble.

Découvrez nos candidats et notre manifeste sur :

www.plr-international.ch



UDC International

A votre service – avant et après les élections!

Nous nous engageons pour

- ✓ des yeux ouverts vers le monde global au lieu de soumission à l'UE
- ✓ une garantie la sécurité financière des Suisses de l'étranger
- ✓ l'accompagnement consulaire suffisant
- ✓ pouvoir voter depuis l'étranger sans risque

Soutenez-nous et votez pour les candidats de l'UDC International, voire de l'UDC si nous ne sommes pas présents avec nos propres listes et candidats!



Un grand merci !

Inge Schütz
Présidente UDC International



www.udc-international.ch
info@udc-international.ch

IBAN CH 24 0900 0000 3002 8639 7
Optingenstrasse 1, CH-3013 Berna



www.asn.ch

»Chéri(e) sais, tu si on est encore assurés, á cette hauteur ?«

Nous étudions votre assurance maladie internationale et vous aidons à trouver la protection optimale pour vous.

Appelez-nous: T +41 43 399 89 89.
Ou écrivez-nous un e-mail:
info@asn.ch



ASN, Advisory Services Network AG · Bederstrasse 51 · 8027 Zurich · Suisse

La Suisse en 48 heures

5 Courrier des lecteurs

6 En profondeur

Le tourisme est en plein essor, certains lieux étouffent

10 Politique

Patience requise: l'accord-cadre avec l'UE se fait attendre

12 Images

Quand la lune stimule la créativité des artistes

14 Société

Un projet ferroviaire libère la ville de Genève

16 Série littéraire

Sous la plume d'Albert Bächtold, les Russes parlent le dialecte du Klettgau

Actualités de votre région

17 Politique / élections 2019

Les partis sous la loupe: grand sondage préélectoral

22 Économie

La Suisse, eldorado de la technologie blockchain

24 Informations de l'OSE

Congrès des Suisses de l'étranger à Montreux

28 news.admin.ch

Bilan de la situation sur le front de l'e-voting

30 Lu pour vous / Écouté pour vous

31 Sélection / Nouvelles



Si vous vous êtes rendu(e) en Suisse cette année, vous l'aurez remarqué: au cœur des destinations touristiques, l'afflux de visiteurs est plus dense que jamais. Lucerne ploie sous des groupes de touristes forts de plusieurs milliers d'individus. Interlaken se heurte aussi à ses limites. Certains jours, les chemins de fer de montagne ressemblent au métro à l'heure de pointe.

Dans ce numéro de la «Revue Suisse», nous confirmons ce constat: la Suisse est en train d'apprendre le sens de la notion de «surtourisme». Les habitants des jolies villes savent désormais ce que l'on ressent quand on devient insignifiant chez soi, quand son propre lieu de vie devient le décor d'une pièce où le rôle principal est tenu par une foule grouillante de touristes agités. La hâte est l'un des moteurs de cette évolution. Lorsque les groupes de visiteurs d'Extrême-Orient, de plus en plus nombreux, peuvent s'offrir d'Europe en cinq jours», il n'ont que 48 heures pour découvrir Zurich, Lucerne, Berne, Interlaken, le sommet de la Jungfrau et Genève.

Ce rythme effréné accentue la pression sur les hauts lieux du tourisme. De plus en plus de visiteurs visent les mêmes endroits, y font les mêmes activités et y prennent les mêmes photos. Pour marquer des points une fois de retour chez soi, rien ne vaut un cliché des célèbres chutes du Rhin, du pont de la Chapelle et de la Jungfraujoeh.

Ces observations ne constituent pas un jugement moral. Après tout, les Suisses arpentent la planète en reproduisant les mêmes modèles. De la tour Eiffel au Taj Mahal, de la statue de la Liberté à Uluru, les attractions célèbres servent de points de repère et rassurent. Voyager hors des sentiers battus est plus exigeant. L'expérience de l'inconnu moins facile à partager. Il faut encore apprendre à voyager sans collectionner de «trophées».

Notons que, hors des hauts lieux touristiques, la petite Suisse est souvent un paradis sur terre. J'ai récemment pu le vérifier en partant marcher quelques jours avec mon sac à dos dans les Préalpes, en campant devant des fermes et en rafraîchissant mes orteils dans les ruisseaux. Je n'ai constaté aucun signe de «surtourisme».

Ce numéro fait aussi la part belle aux élections fédérales. Cette année, la «Cinquième Suisse» est activement démarchée par les partis. Parallèlement, les droits politiques des Suissesses et des Suisses de l'étranger sont sous pression. Dans ce contexte, nous avons examiné les partis à la loupe: leurs réponses à nos questions sont passionnantes.

MARC LETTAU, RÉDACTEUR EN CHEF



Les élections fédérales 2019 approchent à grand pas



*L'Organisation des Suisses de l'étranger (OSE)
résume ses requêtes prioritaires dans un
manifeste électoral et présente les
candidat(e)s Suisses de l'étranger
des différents partis.*

*Découvrir maintenant sur
www.aso.ch/elections2019.*



**REMETTRE
LA POLITIQUE
SUR LES BONS
RAILS**



**POUR UNE SUISSE OUVERTE,
SOLIDAIRE ET ÉCOLOGIQUE**

Le PS International donne une voix politique forte aux
Suisses et Suissesses de l'Étranger.

Votez PS le 20 octobre !
www.pssuisse.ch/international



MIET-PW, MIET-Camper, MIET-4x4

Ilgauto ag, 8500 Frauenfeld
200 Autos, 40 Modèles, ab Fr. 500.-/MT inkl. 2000Km



Tel. 0041 52 7203060 / www.ilgauto.ch

Assurance-Maladie Internationale

Couverture internationale avec libre choix des spécialistes et des hôpitaux.

**SIP SWISS INSURANCE
PARTNERS®**

Tel +41 44 266 61 11
info@sip.ch

Compétence. Expérience. Service indépendant.

www.sip.ch

La «Revue Suisse» en général

Nous aimons lire la «Revue Suisse», de préférence sur papier. Cette publication est ma principale source d'information régulière sur les événements en Suisse, car je ne suis abonné à aucun journal ou autre forme de communication. Je pense que la «Revue Suisse» est objective, tout en sachant faire preuve d'esprit critique face aux défis auxquels la Suisse est confrontée. J'apprécie aussi de découvrir les activités des autres clubs sur sol américain. J'espère que cette publication continuera d'être disponible.

FRED LINDNER, ST. PAUL, MINNESOTA, ÉTATS-UNIS

L'e-voting face à des vents contraires

À mon avis, l'e-voting est la seule solution pour pouvoir voter de nos jours. J'habite au Canada, où le courrier est acheminé en général plutôt rapidement. Mais à quel siècle vit-on? Je pense que cela ne concerne pas seulement les Suisses de l'étranger, mais aussi la jeune génération en Suisse. Va-t-elle voter par courrier ou se rendre au local de vote? Personnellement, j'en doute. J'espère vivement que la Suisse parviendra à préserver sa démocratie et qu'elle offrira à tous une chance équitable de participer aux décisions.

CHRISTINE MEICHSSNER, VANCOUVER, CANADA

D'autres commentaires sur le thème de l'e-voting sur:
www.ogy.de/no-e-voting

La jeunesse suisse attise le débat sur le climat

Cet article est très instructif. Il est bon de savoir que les changements climatiques préoccupent autant les jeunes. L'essentiel est qu'ils adaptent leur comportement aux objectifs qu'ils revendiquent. Alors peut-être, les politiciens se mettront à prendre les mesures nécessaires, de façon sérieuse et ciblée, et adopteront peut-être même, les lois nécessaires qui manquent encore.

ULRICH MENTZ, ALLEMAGNE



Pour la plupart des jeunes, les grèves du climat sont une excuse pour ne pas aller à l'école. Ils font la grève contre les changements climatiques mais ne veulent renoncer à rien. Pourquoi ne pas fermer à nouveau les magasins et les boutiques à des heures normales? Les bars et les restaurants n'ont pas à être ouverts toute la nuit. Mais quand il y a de l'argent en jeu, le climat ne joue plus aucun rôle.

On arrose les pistes de ski de neige artificielle l'hiver pour que le tourisme tourne à plein régime. Et que fait-on contre la surpopulation? Les politiciens, eux, se limitent à inventer de nouveaux impôts.

RENATO BESOMI, JAVEA, ESPAGNE

Apollo 11 et un joli jouet lunaire venu de Berne



Félicitations pour ce numéro de mai particulièrement réussi et informatif. J'ai particulièrement apprécié l'histoire de la voile solaire de l'Université de Berne. Petit garçon à l'époque, j'avais pu rester debout pour assister en direct à l'alunissage. Mais j'aurais bien aimé apprendre également quelles inexactitudes sur la théorie du Big Bang l'expérience de vent solaire bernoise a permis de corriger.

DAN PETER, GOMARINGEN, ALLEMAGNE

Réponse de la rédaction

C'est avec plaisir que nous vous livrons l'explication, quelque peu complexe, sur la manière dont la voile solaire bernoise a permis de corriger la théorie du Big Bang. Jusqu'au milieu des années 1960, deux théories sur l'évolution de l'univers s'affrontaient. Le cosmologue russe Alexander Friedmann était arrivé en 1922 à la conclusion que nous vivions dans un univers en expansion constante depuis une «explosion initiale». À cette théorie, mise en doute par Albert Einstein lui-même, s'opposait celle de «l'état stationnaire» de Fred Hoyle, Thomas Gold et Hermann Bondi. En 1948, ce trio décrit un univers en constante expansion, mais sans point de départ. Du point de vue mathématique, les deux théories constituaient des solutions valables aux équations de la théorie de la relativité générale d'Einstein. Elles étaient toutes deux compatibles avec les observations d'Edwin Hubble, selon lesquelles l'univers était en expansion (1926).

Finalement, la découverte du fond diffus cosmologique signera la mort de la théorie de l'état stationnaire. Malgré cela, l'origine de certains isotopes restait un mystère, à l'image de l'abondance du deutérium. L'expérience de l'Université de Berne a permis de résoudre cette énigme. Grâce à elle, les scientifiques ont pu établir que le deutérium était jusqu'à dix fois plus rare dans la nébuleuse protosolaire que sur la Terre ou dans certaines météorites. Ce constat a permis de confirmer l'hypothèse selon laquelle le deutérium n'avait été produit que lors du Big Bang.

Et pour rendre les choses encore un peu plus compliquées: le vent solaire capté par la voile ne contenait pas de deutérium. Lors de la formation du soleil à partir de la nébuleuse protosolaire, il a en effet été entièrement consommé, se transformant en hélium-3. Or la voile solaire mesurait la quantité totale d'hélium-3. Sur cette somme, il a ensuite fallu déduire l'hélium-3 originel, tel qu'on le mesure dans les météorites ou Jupiter, afin d'obtenir le deutérium de la nébuleuse protosolaire.

Pour en apprendre davantage sur le «casse-tête du deutérium», nous vous conseillons la lecture de la revue «Spatium» de l'International Space Science Institut ISSI (en anglais, à partir de la p. 15): www.ogy.de/deuterium



Des masses de touristes en montagne et au bord des lacs

Venise n'est pas la seule à attirer des foules de visiteurs. Certaines localités suisses comme Lucerne et Interlaken découvrent elles aussi le phénomène du «surtourisme». D'autres régions attendent en revanche toujours les visiteurs et certains hôtels sont contraints de mettre la clé sous la porte.

SUSANNE WENGER

Panorama alpin à couper le souffle, villes invitant au shopping: la Suisse est une destination de voyage prisée. En 2018, l'hôtellerie a enregistré 38,8 millions de nuitées, un record qui témoigne du rétablissement du tourisme helvétique après des années difficiles. Dès 2008 en effet, la crise financière et économique avait pesé sur les résultats, une situation

encore aggravée par le fort renchérissement du franc il y a quatre ans. En raison de l'abandon du taux plancher de l'euro par la Banque nationale et de la revalorisation du franc, la Suisse était devenue chère, surtout pour les Européens. Les responsables du tourisme broyaient du noir. Mais à présent, les chiffres repartent à la hausse. À certains endroits, l'essor est tel que la population com-

mence à manifester son mécontentement.

C'est le cas à Lucerne, sur les rives du lac des Quatre-Cantons, qui accueillent chaque jour plus de 20 000 visiteurs en haute saison. La plupart d'entre eux viennent des États-Unis et d'Asie, ces derniers généralement en groupes. Au mois de mai de cette année, 12 000 Chinois ont débarqué en ville. Jamais la Suisse n'avait connu de



Au pas de charge à Lucerne: la ville de Suisse centrale est très populaire auprès des groupes de touristes chinois. Les habitants ne sont pas tous ravis.

Photo Keystone

groupe de voyageurs aussi important. Cet afflux est rentable, comme le montre une étude de la Haute école de Lucerne: en 2017, les groupes de touristes ont rapporté 224 millions de francs rien qu'aux boutiques d'horlogerie, bijouteries et magasins de souvenirs de la place centrale de la ville, où les cars font halte.

Le parlement local réagit

Mais tandis que les tiroirs-caisses tintent, les habitants s'énervent de la hausse du trafic et de la foule au centre ville. La situation est devenue une affaire politique: le parlement lucernois a récemment accepté une motion des Verts proposant des mesures drastiques telles qu'une régu-

lation par les prix et une limitation de l'offre hôtelière. Le gouvernement de la ville doit désormais définir sa conception du tourisme pour 2030 dans un rapport. Car l'affluence devrait encore grandir. «La principale cause du tourisme de masse, ce sont les flux de voyageurs qui ne cessent de croître à l'échelle mondiale», explique le chercheur lucernois Jürg Stettler, interviewé par la «Revue Suisse» (voir page 8).

Non loin de là, sur le Rigi, la population se plaint aussi du déferlement de touristes. L'an dernier, les chemins de fer du Rigi ont transporté près d'un million de personnes, un nouveau record également. Des Suisses, mais aussi des groupes venus de Chine et de Corée du Sud viennent y admirer la vue. Tandis que les chemins de fer envisagent de se développer, l'opposition prend forme. Par une pétition, des milliers de personnes – très connues pour certaines – refusent que le Rigi devienne un «Disney World» (voir «Revue Suisse» 4/2018). Leur protestation a trouvé un écho. Les habitants de la région, les communes et les responsables du tourisme ont signé récemment une charte intitulée «Rigi 2030» pour le développement durable de la montagne.

Des Arabes très dépensiers

Dans l'Oberland bernois, Interlaken a aussi connu un essor marquant du tourisme ces dernières années. En plus des Asiatiques, qui rejoignent le sommet de la Jungfrau à plus de 3000 mètres en transports publics, de nombreux habitants des pays du Golfe viennent visiter la ville située entre les lacs de Thoune et de Brienz. Ils voyagent individuellement et leur pouvoir d'achat est conséquent. Chacun d'eux dépense 420 francs par jour en moyenne, hébergement non compris. Par comparaison, un touriste chinois se déleste de 380 francs, et un Suisse de 140 francs. Près de 90 % des

personnes actives à Interlaken travaillent dans le tourisme. Ce n'est donc pas un hasard si les efforts de séduction visent surtout le marché lucratif du Proche-Orient.

Pourtant, ici aussi, la population arrive à saturation, comme le constate une étude de l'Université de Berne. En particulier la présence de femmes intégralement voilées parmi les touristes arabes ne passe pas inaperçue. Alors qu'au Tessin, le port du niqab est interdit, le canton de Berne le tolère, ce qui n'empêche pas les réactions irritées. L'office du tourisme d'Interlaken mise sur l'information

L'exemple de la Chine

En raison de l'essor économique et de l'assouplissement des règles relatives aux déplacements, de plus en plus de Chinois voyagent. Cela se ressent aussi en Suisse. En 2018, les touristes chinois ont passé 147 300 nuits en Suisse, contre 17 500 en 2005. Et selon les experts, la tendance se poursuivra. À ce jour en effet, seuls 10 % des Chinois (qui sont près de 1,4 milliard) possèdent un passeport leur permettant de voyager. (SWE)

et le dialogue pour prévenir les malentendus d'origine culturelle. Le personnel touristique est spécialement formé. De plus, un service et un guide d'informations familiarisent les visiteurs arabes avec les coutumes locales, parmi lesquelles le code de la route.

«Un phénomène très localisé»

L'audience prodigieuse des réseaux sociaux a rendu des lieux reculés mondialement célèbres. Devenue un sujet de photo pour les touristes Instagram du monde entier, l'auberge de montagne Aescher-Wildkirchli, dans le canton d'Appenzell Rhodes-Intérieures, l'a appris à ses dépens. Dépas-

«Tout le monde veut aller au même endroit»

Selon Jürg Stettler, chercheur en tourisme à Lucerne, la croissance des marchés asiatiques, les réseaux sociaux et le comportement caractéristique des touristes sont à l'origine du tourisme de masse.

«Revue Suisse»: Jürg Stettler, assiste-t-on à un phénomène de «surtourisme» en Suisse?

Jürg Stettler: À certains endroits, l'évolution est similaire à celle qu'ont connue des villes souvent citées en exemple comme Venise, Barcelone ou Amsterdam, mais dans une moindre mesure. Il n'existe néanmoins pas de seuil objectif en la matière. Nous pouvons mesurer des indicateurs, comme le nombre de touristes proportionnellement à la population. Le moment où la limite est dépassée dépend toutefois de la perspective et relève de la perception subjective. Les habitants de Lucerne et d'Interlaken affirment ne plus reconnaître leur ville. Dans le même temps, les vendeurs de souvenirs se réjouissent de l'afflux de touristes.

Foule abondante, diminution des logements vacants, boutiques de souvenirs partout: ne s'agit-il pas là des symptômes de «surtourisme»?

Ce sont des critères, oui, mais ils sont aussi perçus différemment. Et les villes n'ont pas un problème de «surtourisme» généralisé. J'étais l'été dernier à Venise pour une conférence. Venise à la haute saison? À en croire les médias, c'est un cauchemar. Et effectivement, certains lieux étaient parfois bondés. Pourtant, ma surprise a été de trouver des petites places désertes, à quelques centaines de mètres des hauts lieux touristiques.

Les médias exagèrent-ils avec le «surtourisme»?

Non, mais ils prennent souvent des raccourcis et ne se basent pas assez sur des faits. Il

nous manque des données pour effectuer une évaluation fondée. Je ne veux pas minimiser le phénomène, mais juste élargir l'angle de vue.

Quelles sont les causes du tourisme de masse?

La première, ce sont les flux touristiques croissants à l'échelle mondiale. Sur les grands marchés chinois et indien, de plus en plus de personnes peuvent se permettre de voyager. La deuxième, c'est que tout le monde veut aller au même endroit. Ce n'est pas un comportement nouveau, les Suisses font la même chose, mais la quantité peut devenir un problème. La troisième cause réside dans les réseaux sociaux. Les touristes partagent leurs pérégrinations en photos sur Instagram, les bloggeurs publient des listes d'endroits incontournables. Conséquence: de plus en plus de gens y vont.

Entrées payantes, parkings plus chers pour les cars, gestion des flux de touristes, limitation des offres Airbnb: quelles sont les mesures efficaces?

Dans les villes historiques, de nombreuses mesures ne sont pas réalisables ou ont un effet limité. Chaque destination doit plutôt se faire une idée du tourisme qu'elle souhaite avoir. Et tous les acteurs doivent être impliqués dans cette réflexion pour qu'ils tirent tous à la même corde. Le directeur du tourisme de Lucerne peut miser sur une offre de qualité autant qu'il veut, mais si un chemin de fer de montagne ou un bijoutier signe tout

de même des contrats avantageux avec des tour-opérateurs chinois qui visent la quantité, la situation n'est pas près de changer. Il n'est pas facile de gérer les groupes d'intérêts, mais je ne vois pas d'alternative. Sinon, des voix s'élèveront tôt ou tard contre le tourisme, tant au sein de la population que du



Jürg Stettler est professeur à la Haute école de Lucerne, où il dirige l'institut d'économie du tourisme.

côté des politiques. Avec pour conséquence des décisions trop drastiques, comme l'interdiction d'Airbnb.

Quelle destination épargnée par l'afflux de touristes recommandez-vous aux Suissesses et aux Suisses de l'étranger qui souhaitent passer leurs vacances ici?

Tous les lieux accessibles uniquement à pied ou à vélo: la probabilité d'y découvrir une perle cachée à certaines heures de la journée est grande. C'est le cas de Fräkmüntegg sur le mont Pilate, entre les cantons de Lucerne et de Nidwald. S'y rendre avant le coucher du soleil, c'est être certain de pouvoir savourer le calme et la vue. Mais surtout, évitez de poster vos photos sur Instagram!

sés par l'invasion, les anciens gérants ont jeté l'éponge en 2018. Ces effets collatéraux du tourisme de masse alimentent le débat sur ce qu'on appelle aussi en Suisse, le «surtourisme». Au point que même la Fédération suisse du tourisme, qui défend les intérêts du secteur, a récemment pris position par écrit sur ce thème. Robert Zen-

häusern, son représentant, relativise: «En Suisse, ce phénomène reste très localisé».

Il constate que la répartition des touristes en Suisse est inégale. Certaines régions de montagne du Valais et des Grisons situées hors des circuits des tour-opérateurs internationaux déplorent toujours l'absence

de visiteurs. La demande européenne n'a toujours pas retrouvé son niveau d'avant la crise. Pour le spécialiste, c'est là qu'il faut œuvrer. Car le revers de la médaille du «surtourisme» fait des dégâts perceptibles dans certaines régions. D'après Hottellerie suisse, une centaine d'hôtels ferment leurs portes chaque année



en Suisse. Au rétrécissement extrême des marges s'ajoute l'absence d'investisseurs pour rénover l'infrastructure touristique vieillissante. Or, lorsqu'un hôtel ou une installation mécanique ferme, les conséquences économiques pour la région sont lourdes. Certains politiques revendiquent un soutien accru de l'État. Selon les experts, la Suisse doit, elle aussi, se préparer à la croissance mondiale du tourisme. Pour

éviter les pics ingérables et ne pas mettre trop à l'épreuve la tolérance de la population, la branche mise sur la gestion des flux de touristes: au lieu de se vendre uniquement comme une destination d'hiver et d'été, elle lance pour la première fois une campagne destinée à promouvoir l'automne.

Célèbre du jour au lendemain grâce à Instagram: la petite auberge de montagne Aescher, en Appenzell.

Photo Keystone



Le centre de wellness fermé de Schwefelberg-Bad illustre le revers de la médaille du boom du tourisme: dans les régions périphériques, 100 hôtels ferment chaque année. *Photo Danielle Liniger*

La «Cinquième Suisse» aime voyager

Certains visiteurs, en Suisse, ne sont pas à la recherche de l'inédit, mais du passé. Autrement dit, ils viennent voir leur ancienne patrie. Ainsi, des dizaines de milliers de Suissesses et de Suisses de l'étranger rafraîchissent leur relation avec leur pays à l'occasion d'un voyage. Les chiffres exacts manquent, les statistiques touristiques détaillant le pays d'origine des visiteurs, mais pas leur rapport avec la Suisse.

Un sondage de l'Organisation des Suisses de l'étranger auprès de 35 000 personnes permet cependant d'y voir plus clair: 68 % des sondés ont indiqué se rendre en Suisse une ou plusieurs fois par année. Un petit tiers y vient même trois fois ou plus. Une personne sur dix fait le déplacement au moins cinq fois par an. Les Suissesses et Suisses de l'étranger étant actuellement 760 000, ces résultats montrent que les expatriés forment un groupe de visiteurs impressionnant pour notre pays.

D'un point de vue économique, les vacanciers de la «Cinquième Suisse» sont assurément un facteur non négligeable. Alors que les touristes étrangers restent en moyenne moins de trois nuits en Suisse (2017: 2,1 nuits), les vacanciers de la «Cinquième Suisse» s'accordent plus de temps. Une nette majorité séjourne huit jours ou plus dans sa patrie d'origine, un quart, plus de deux semaines. En matière de souvenirs, le comportement des Suissesses et des Suisses de l'étranger est assez classique: le chocolat, le fromage, le vin et les montres constituent l'essentiel de leurs emplettes avant de reprendre le chemin de la maison. Pour l'hôtellerie en revanche, les bénéficiaires sont moindres: la majorité dort chez des amis ou des proches.

Au chapitre des solutions choisies pour consolider ses rapports avec la Suisse, il ressort clairement du sondage que les visites régulières sont le meilleur moyen de conserver des liens forts avec sa patrie d'origine. En deuxième position, on trouve la lecture de la «Revue Suisse», suivie de la possibilité d'avoir une participation politique. Notons que ce sondage a été effectué avant la remise en question du vote électronique.

MARC LETTAU

Gagner du temps pour l'instant

Le Conseil fédéral n'entend signer l'accord-cadre Suisse-UE que lorsque les points litigieux auront été clarifiés. Cela pourrait prendre encore du temps. Mais il n'est pas certain que la nouvelle Commission européenne fasse preuve de plus de flexibilité à l'égard de Berne. À ce jour, «jouer la montre» n'a cependant pas été préjudiciable à la Suisse.

THEODORA PETER

Voilà neuf mois que le projet d'accord-cadre institutionnel par lequel la Suisse et l'Union européenne (UE) entendent régir la poursuite de la voie bilatérale est sur la table. Malgré l'enjeu colossal de cet accord, le Conseil fédéral a longtemps gardé le silence à ce sujet. Il aura fallu des mois de consultations auprès des principales parties prenantes en Suisse avant que le gouvernement prenne position. En juin, il a déclaré que la Suisse ne pouvait pas signer l'accord sous sa forme actuelle, les points litigieux devant être «précisés». Dans sa prise de position adressée au président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker, le Conseil fédéral a soigneusement évité de parler de «renégociations», car l'UE a jusqu'ici formellement exclu un nouveau tour de pourparlers.

Concrètement, il y a trois points que le gouvernement suisse juge incapables de réunir une majorité au sein du pays en raison de profondes résistances politiques: la protection des salaires, les aides d'État aux entreprises et la directive relative au droit des citoyens de l'Union («Revue Suisse» 2/2019). Tout d'abord, le Conseil fédéral veut que le niveau des salaires suisses soit garanti. En matière d'aides d'État aux entreprises, il veut s'assurer que la Suisse ne devra appliquer les règles européennes que là où un accès au marché intérieur de l'UE est assuré par un accord. Enfin, l'accord-cadre ne doit pas être interprété de manière à ce que la Suisse soit contrainte d'adopter la directive relative au droit des citoyens de

l'Union. Celle-ci permet aux États européens de réglementer mutuellement les droits de séjour de leurs citoyens dans les autres États membres, et notamment les prestations de l'aide sociale.

Probablement pas de solution sous la présidence Juncker

Reste à savoir si ces points litigieux pourront être réglés avec des «précisions» ou si de nouvelles négociations seront nécessaires. Car le temps est compté: la Commission européenne présidée par Jean-Claude Juncker, qui a négocié l'accord-cadre avec la Suisse, n'est en fonction que jusqu'à fin octobre. Au début d'août, le président de la Confédération Ueli Mau-

rer (UDC) a laissé entendre qu'il ne pensait pas qu'une solution serait trouvée d'ici la fin du mandat de Monsieur Juncker. Mais les négociations ne devraient pas être plus faciles avec la nouvelle présidente de la Commission, Ursula von der Leyen. Ueli Maurer, dont le parti milite pour mettre fin à la libre-circulation des personnes, est pourtant d'avis que «nous avons besoin de temps pour trouver une solution servant la Suisse». L'initiative de l'UDC «Pour une immigration modérée» a abouti et sera probablement débattue durant la session d'automne au Conseil national.

En matière de protection des salaires, il n'existe pas encore de position suisse capable de réunir une ma-



Ueli Maurer, président de la Confédération, doit défendre un accord-cadre que son parti, l'UDC, remet fondamentalement en question.



Le Brexit poussant l'UE à faire preuve de dureté à l'égard des pays non-membres, la nouvelle présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, ne devrait pas être plus flexible que son prédécesseur.



porité. Le Conseil fédéral avait chargé les syndicats et les employeurs de plancher, pendant l'été, sur des offres de négociations envisageables à soumettre à l'UE. Président de l'Union syndicale suisse, Pierre-Yves Mailard a déjà indiqué qu'il ne ferait pas de concessions. Pour inciter Bruxelles à faire preuve de bonne volonté à l'égard de la Suisse en matière de protection des salaires, il propose des contributions financières plus élevées, à l'image du «milliard de cohésion» déjà versé pour les nouveaux États de l'UE.

Un scénario prévoyant de faire voter d'abord le peuple en 2020 sur l'initiative dite «de limitation» de l'UDC avant de signer l'accord-cadre est possible. Si le peuple refuse d'abroger la libre-circulation des personnes, cela signifierait qu'il plébiscite la poursuite de la voie bilatérale et renforcerait la position du Conseil fédéral.

Jusqu'à présent, cette lenteur institutionnelle n'a pas eu d'inconvénients majeurs pour la Suisse. Même

si l'UE a refusé de prolonger l'équivalence boursière pour la Suisse en date du 1er juillet, les mesures de protection prises par le Conseil fédéral en faveur du négoce de titres à la bourse suisse semblent faire effet.

Le Brexit, un frein à la flexibilité

L'érosion menaçante des accords bilatéraux existants est plus inquiétante pour l'économie. Tant qu'il n'y aura pas de progrès en matière d'accord-cadre, l'UE ne veut pas forcément actualiser les accords en place. Ainsi, celui sur la suppression des obstacles techniques au commerce devrait être adapté avant le mois de mai 2020, sans quoi les entreprises suisses de technologie médicale risquent de perdre l'accès direct au marché européen. Des obstacles bureaucratiques plus importants et plus coûteux seraient à franchir. Pour l'économie, les accords bilatéraux représentent un enjeu de taille: la Suisse gagne un franc sur trois avec l'UE. Chaque jour, des échanges de marchandises de l'ordre d'un milliard de francs ont lieu sur la base des accords bilatéraux. Un accès ouvert au marché européen est donc essentiel pour l'économie suisse.

Par ailleurs, le Brexit ne sert pas les intérêts helvétiques: dans la perspective du départ de la Grande-Bretagne, Bruxelles met tout en œuvre pour qu'une non-adhésion à l'UE soit aussi peu attractive que possible. La Suisse, que l'on accuse de «cherry picking», le ressent également. D'après les observateurs, sans le Brexit, Bruxelles se montrerait plus flexible à l'égard de Berne.

L'article reflète les informations disponibles lors de la mise sous presse au début août. Articles précédents sur ce thème: www.ogy.de/CH-EU



Assurer le niveau des salaires suisses est l'un des principaux objectifs visés par le Conseil fédéral. Photo Keystone

Chiffres suisses

21 000

Les établissements médicaux-sociaux et les hôpitaux suisses ont besoin de toujours plus de personnel soignant. 2900 personnes ont terminé une formation dans ce secteur en 2018. De plus, 2700 soignants étrangers ont été embauchés: ces dix dernières années, leur nombre a augmenté de 21 000.

300 000

En Suisse, 300 000 nouvelles voitures ont été immatriculées l'an dernier. Par rapport à l'année précédente, elles sont moins écologiques: en moyenne, elles consomment 3,6% de carburant en plus et émettent davantage de CO₂ (2017: 134 g/km, 2018: 138 g/km).

670 000

Le Rapport social statistique suisse révèle que le nombre de personnes touchées par la pauvreté en Suisse est passé de 615 000 à environ 675 000 entre 2014 et 2017. Les mères célibataires, les enfants et les chômeurs de longue durée sont particulièrement touchés.

1957

Les deux équipiers de bobsleigh suisses Beat Hefti et Alexander Baumann ont reçu leur médaille d'or olympique avec 1957 jours de retard. Rentrés avec une médaille d'argent de Sotchi (2014), ils ont été promus vainqueurs après la disqualification des médaillés d'or russes, accusés de dopage.

5000

Le 26 juin 2019, la limite du zéro degré a grimpé à plus de 5000 mètres. Par la suite, des records de chaleur ont été mesurés à plusieurs endroits en altitude, comme à Davos (29,8 °C), sur le col de l'Ofen (28,1 °C) et sur le Säntis (21,0 °C).

RÉALISATION: MUL



Peter Fischli et David Weiss
Moonraker (tiré de la série Saucisses), 1979
Photo couleur, 50,5 x 72,5 cm



Judith Albert
Kein Wasser – kein Mond
(Pas d'eau – pas de lune), 2004
Projection vidéo, DVD, couleur, son,
4:30 min



Balthasar Anton Dunker
Mondscheinlandschaft, 2 Männer auf einem Felsen
(Paysage au clair de lune, 2 hommes sur une falaise), 1794
Aquarelle, 14,7 x 11,7 cm



Franz Niklaus König
Die Stadt Bern im Mondlicht,
aufgenommen vom Muristalden
(La ville de Berne au clair de lune,
depuis le Muristalden), vers 1810
Aquarelle sur papier transparent, 84 x 119 cm



Claude Sandoz

Mister Sun and Missis Moon, toile pare-soleil, 1973
Gouache et paillettes sur tissu et papier, 99 x 89 cm

Quand la lune donne des ailes à l'imaginaire

Le premier pas de l'homme sur le sol poussiéreux de la lune, il y a cinquante ans, nous livrait les images d'un horizon minéral imposant et nu, plongé dans un sommeil éternel. Et pourtant, cela n'a pas bouleversé l'image que nous nous faisons de la lune. Elle reste aujourd'hui ce qu'elle a été pendant des siècles: un miroir des désirs et des sentiments de l'humanité, une représentante du monde de la nuit, de l'obscurité, de l'irrationnel. Messagère du mystère, de la magie et de la féminité, elle veille muette dans le ciel nocturne. L'exposition «Clair de lune», au Musée des Beaux-Arts de Berne, témoigne de la manière dont l'astre reflète nos aspirations et stimule l'imaginaire des artistes depuis des siècles. Conçue par Marianne Wackernagel, cette exposition présente les plus belles œuvres de la collection d'arts graphiques du musée sur le thème de la lune, du XVI^e siècle à l'époque contemporaine.

(MUL)

«Clair de lune», Musée des Beaux-Arts de Berne, jusqu'au 20 octobre 2019.
www.kunstmuseumbern.ch



Meret Oppenheim

Mondspiegelung in den Lagunen
(Reflêt de la lune dans les lagunes), 1977
Pastel gras sur papier gris



Markus Raetz

Reflexion II, 1991
Héliogravure sur papier vélin, 48,4 x 65,6 cm

Le Léman Express va faire sortir Genève de ses murs

Dès le 15 décembre, la région genevoise disposera d'un réseau ferroviaire à haut débit. Le Léman Express reliera Genève à des villes suisses et françaises. Il devrait permettre une baisse de 12 % du trafic motorisé. Une révolution.

STÉPHANE HERZOG

Genève est une ville internationale, elle crée des emplois en masse, mais demeure dans ses murs, sans trop se soucier de son arrière-pays, qui est la fois vaudois et français. Cette vision nombriliste a trouvé son paroxysme en 2014, année où les Genevois, poussés par le parti populiste MCG, ont refusé de participer au financement de parkings dans la périphérie française. Or ces ouvrages visaient à soulager la ville d'un peu de son trafic motorisé. Elle enregistre aujourd'hui 630 000 passages à la frontière chaque jour.

L'entrée en service du Léman Express, prévue le 15 décembre, va mettre fin à cette schizophrénie. Avec son

bliques et des entreprises. Trois nouvelles haltes seront proposées.

Le gain en espace devra être protégé

L'objectif de cette opération gigantesque, d'un coût de 1,6 milliard de francs? Diminuer le trafic automobile, dans un centre où les habitants sont déjà 42 % à vivre sans voiture. L'entrée en service du Léman Express devrait permettre une diminution du trafic de 12 %, ce qui est énorme. En effet, la baisse de 7 % du trafic qui est enregistrée chaque été à Genève libère déjà sensiblement l'espace pu-



Une rame du Léman Express arrive à la nouvelle gare de Lancy Pont-Rouge. C'est l'une des trois nouvelles haltes genevoises de ce RER.

Photo Keystone

Réseau Express Regional (RER), Genève sera reliée au reste de l'agglomération d'un million de personnes. Les habitants de la ville pourront aller faire des achats en France voisine en 15 minutes. Les travailleurs frontaliers installés en Haute-Savoie accéderont directement au cœur de la ville en prenant le train depuis Annecy, Thonon ou Saint-Gervais. La cité verra deux nouvelles gares centrales émerger, celles de Lancy Pont Rouge et celle des Eaux-Vives. Elles seront flanquées chacune d'un nouveau quartier et accueilleront des infrastructures pu-

blic. Pour que ce gain en «vide» se maintienne, l'État devra accompagner le mouvement avec des mesures de restriction du trafic, afin d'éviter que la fluidité routière gagnée ne soit comblée par de nouveaux véhicules, «comme cela a été le cas après le lancement du RER à Zurich», rappelle Vincent Kaufmann, professeur d'analyse de la mobilité à l'École polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL). Le Canton devra aussi répondre aux demandes faites par les habitants en matière de zones piétonnes et de mobilité douce.

Le Canton osera-t-il restreindre l'accès des voitures à Genève? Une nouvelle loi sur la mobilité prévoit de donner la priorité aux transports publics dans l'hypercentre et dans les centres urbains secondaires. Ce texte est un compromis, puisque Genève a gravé dans sa Constitution le principe de complémentarité des transports publics et privés. Il a également l'obligation de compenser toute suppression de place de parking. Ce système a généré le chaos dans des lieux centraux de la ville, comme à Cornavin ou place Bel Air.

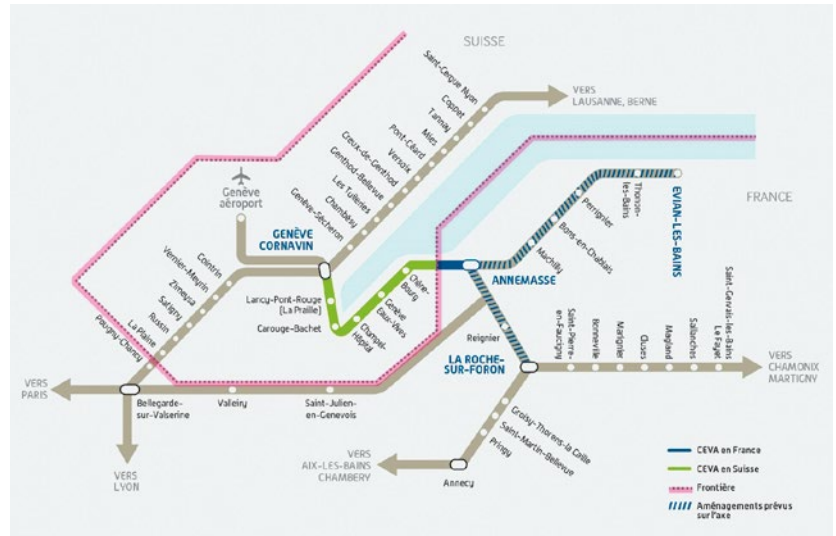
Pousser les pendulaires à laisser leur voiture au garage

Autre cheval de bataille du Canton, la lutte contre le stationnement automobile. Actuellement, seuls 40 à 50 % des usagers paient leurs places de parking. Certains pendulaires optent pour un stationnement illicite, avec des amendes de 40 francs, jugées «économiques». L'État promet de serrer la vis. L'offre de places gratuites par les entreprises est aussi dans son viseur. Elles pourraient être converties en revenu, et être taxées fiscalement. Dans une ville dénuée de zones piétonnes, l'arrivée du Léman Express devrait être accompagnée «de plusieurs projets communaux visant à rendre piétonnes ou à priorité piétonnes des rues et places du centre», indique Yann Gerdil-Margueron, responsable de l'information et de la communication à l'Office cantonal des transports.

«C'est une occasion rêvée, car avec une baisse de 15 %, ces aménagements seront indolores», indique Vincent Kaufmann. Pour ce spécialiste, le contexte politique et social est favorable à des changements. «Le PDC a changé d'avis sur ces questions et cela modifie les équilibres politiques. Il faut aussi tenir compte de la vague verte et des craintes liées au climat.» Historiquement, la question de la mobilité a toujours été fortement clivée entre la gauche et la droite.

Genève avait fait le choix de la voiture

Genève sort d'une longue période d'enfermement. Avant 1914, la région disposait d'un réseau ferré de 125 kilomètres de long entre la Suisse et la France. «Le projet du CEVA (la ligne qui relie Annemasse à Genève: ndlr) a mis un siècle à se réaliser à cause notamment des deux guerres, qui ont fermé les frontières. Après 1945, Genève a opté pour la voiture», déclare le député démocrate-chrétien Guy Mettan. Cet ancien journaliste s'est mobilisé pour la réalisation de ce chaînon manquant entre les deux pays, prévu par une convention signée en 1912. «Le retard a été long, mais il a été comblé assez vite, étant donné la taille gigantesque de ce projet», commente l'ancien président d'Alprail, association qui a soutenu le CEVA.



Un train toutes les dix minutes et 45 gares

Le Léman Express s'étendra sur 230 kilomètres et desservira 45 gares en France et en Suisse. Il fonctionnera avec 40 trains. En semaine, un train partira toutes les dix minutes dans chaque sens. Doté de six lignes, ce RER attend 50 000 passagers par jour. Il reliera des points névralgiques de la ville et du canton: gare de Cornavin, aéroport de Cointrin, hôpital cantonal. Il connectera les deux rives de la ville. Le réseau servira aussi pour des déplacements extrarégionaux. Il sera possible, par exemple, d'aller à Lausanne ou Martigny à partir des Eaux-Vives ou de Pont-Rouge, grâce aux trains du Regio Express.

(SH)

Ceux qui ont visité les tunnels et les gares en construction font part de leur étonnement devant les dimensions de l'ouvrage. «Les gares de Lancy Pont-Rouge et des Eaux-Vives ont des quais de 320 mètres de long et des voies doubles, les gares sont immenses, c'est gigantesque!», raconte Vincent Kaufmann.

Des failles du côté de la France

«Pour cette ville-canton, sans vrai territoire, il y avait une difficulté psychologique à changer d'échelle. Avec le RER, nous allons sortir des frontières du canton», dit Guy Mettan. Cependant, des spécialistes de la mobilité pointent des faiblesses susceptibles de faire dérailler le système. Le Léman Express sera conduit par des mécaniciens suisses et français sur des rames suisses (Stadler) et françaises (Alstom). Ce mélange de styles est une possible source de problèmes. Des retards dans l'exécution des parkings-relais (P+R) français pourraient freiner le recours au train des pendulaires. Par ailleurs, le réseau ferroviaire de la SNCF serait vétuste et peu adapté à un RER. «À des endroits, il n'y a pas de ligne double et les aiguillages sont opérés manuellement. En cas de pépin, cela pourrait provoquer des retards sur tout le réseau», indique Vincent Kaufmann. Le spécialiste cite comme expérience ratée, le RER bâlois, qui nécessite un changement de train pour passer d'un pays à l'autre.

Pjotr Ivanovitch parle le dialecte du Klettgau

L'écrivain Albert Bächtold a vécu la révolution russe en qualité de Suisse de l'étranger et a retracé son expérience dans un ouvrage rédigé en dialecte schaffhousois.

CHARLES LINSMAYER

Albert Bächtold a 22 ans quand il quitte son poste de maître d'école primaire en 1913. Il y a à l'époque deux fois plus d'enseignants que de postes proposés. Après deux ans de pratique du métier dans la commune schaffhousoise de Merishausen, le jeune homme répond à l'invitation d'un Suisse de l'étranger pour devenir précepteur au domaine de Baranovitchi, près de Kiev. C'est là-bas qu'il assistera aux événements les plus dramatiques de l'histoire russe moderne: la chute du tsar, l'échec de la transition républicaine d'Alexandre Kerenski, le retour de Lénine et la révolution qui fera de lui non pas un communiste mais un opposant au marxisme. Il rentre en Suisse en octobre 1918 par le train que Lénine met à la disposition des Suisses de l'étranger. Une fois de retour au pays, il s'engage pour ses compatriotes chassés de Russie. Afin de lever des fonds pour leur venir en aide, il finit par se rendre en Amérique, donne des conférences et visite la tristement célèbre prison de Sing Sing. Par hasard, il entre en contact avec

une entreprise qui distribue des projecteurs de cinéma mobiles sous le slogan «Le cinéma dans la poche de son veston». Albert Bächtold s'enthousiasme pour cet appareil et se fait embaucher comme représentant de l'entreprise en Suisse. Il ne tarde pas à s'enrichir. Il circule au volant d'une voiture de luxe et épouse, en secondes noces, le mannequin fétiche de la maison Grieder. En 1929, le rêve se brise avec la crise économique. Dépossédé d'un coup de tous ses biens, seul, Albert Bächtold s'essaie au métier de journaliste.

Grand admirateur de Knut Hamsun, il décide d'écrire lui aussi un roman. Ce sera «Der grosse Tag», dont il lit des extraits au cercle littéraire «Rabenhaus» de Rudolf Jakob Humm. La soirée est un échec. Mais comme il vient de traduire un chapitre de son livre en dialecte du Klettgau pour un ouvrage publié dans cet idiome, ses auditeurs lui suggèrent d'abandonner le bon allemand.

Son premier livre en dialecte, intitulé «De Tischtelink», est un hommage à son père décédé jeune. Pendant des années, l'écrivain l'envoie sans succès à de nombreuses maisons d'édition jusqu'à ce qu'en 1939, la guilde du livre Gutenberg – une institution de gauche qui misait sur la production indigène pour assurer la «défense spirituelle du pays» – le publie. Suivront dès lors d'autres ouvrages en dialecte du Klettgau, où l'écrivain relate son existence, notamment «De Hannili Peter» (l'histoire de son enfance), «Wält uhni Liecht» (le compte rendu d'une opération des yeux), «De Studänt Rübme» (les années passées au gymnase de Schaffhouse) et «De ander Wäg» (les années passées à Zurich et le choix d'écrire en dialecte). En 1950, Albert Bächtold publie deux gros ouvrages sur son aventure russe entre 1913 et 1918. Intitulés «Pjotr Ivanowitsch», ces récits se révèlent spectaculaires. Outre des éléments autobiographiques, ils narrent une histoire d'amour hautement dramatique que l'auteur a inventée de toutes pièces. La description des paysages et de la société russes, en revanche, est très réaliste, et elle est remarquable car Albert Bächtold n'hésite pas à inventer de nouveaux mots, une phraséologie et des formules en dialecte pour rendre toutes les couleurs de la langue russe et du monde qu'il souhaite faire revivre. Même les personnages parlant avec un accent étranger ou un défaut de prononciation sont aisément identifiables, bien qu'ils s'expriment tous en pur schwyzertütsch.

L'Amérique ne lui manque pas

En 1953, il raconte dans «De Silberstaab», toujours en dialecte, son séjour en Amérique. Cette œuvre n'a toutefois pas la même intensité ni la chaleur de l'ouvrage russe. Lorsqu'on sait à quel point l'auteur percevait ces deux pays différemment, cette retenue n'étonne guère: «On admire l'Amérique puis on l'oublie. Elle n'appelle pas à y retourner. En revanche, on tombe amoureux de la Russie. Et l'on n'oublie jamais ce que l'on a aimé.»

En tout, Albert Bächtold écrira 14 livres en dialecte avant de s'éteindre en 1981, à l'âge de 90 ans. Ses livres, bien qu'ils n'intéressent guère au-delà du canton, peuvent toujours être commandés à la maison d'édition Meier de Schaffhouse. Après la mort de l'écrivain, il s'est en effet avéré qu'il possédait un vaste terrain dans la commune de Meilen, dont la vente a permis d'assurer la réédition de son œuvre, de sorte qu'elle devrait encore être disponible dans le commerce dans 500 ans.



«C'est devant nos yeux, mes chers, à la lumière éclatante du jour, que disparaît l'un de nos biens culturels les plus précieux, sans que personne ne lève le petit doigt pour l'empêcher. Nous avons de l'argent, de l'intérêt et du temps pour tout – mais pas une minute ni aucune considération pour notre langue maternelle.»
(Extrait du discours d'Albert Bächtold à l'occasion de la remise du Prix littéraire du lac de Constance en 1966).

Les élections et les préoccupations de l'électorat

À l'approche des élections fédérales, les électeurs de la «Cinquième suisse» font aussi l'objet de tentatives de séduction de la part des partis. Pourtant, les thèmes nationaux dominent clairement le débat cette année.

MARC LETTAU

Avant les élections, les préoccupations et les espoirs du corps électoral se retrouvent au cœur du débat politique. Celles du 20 octobre 2019 ne font pas exception à la règle. Le Baromètre des préoccupations publié par l'institut de sondage gfs.bern est un indicateur apprécié pour prendre le pouls du pays. Son dernier rapport montre que les principaux problèmes préoccupant l'électorat suisse relèvent de la politique intérieure.

Le chômage a longtemps été le plus grand souci des sondés. Il vient d'être évincé par le thème de la prévoyance vieillesse: l'avenir financier incertain de l'AVS et la controverse sur la hausse de l'âge de la retraite inquiètent 45 % des personnes interrogées (contre 44 % l'année précédente). Viennent ensuite, pour 41 % des sondés, le système de santé suisse, dont les coûts ne cessent d'augmenter, et les primes d'assurance-maladie élevées, qui grèvent toujours plus le budget des ménages. Pour comparai-

son, seuls 26 % y voyaient une source d'inquiétude majeure l'an dernier. La question de la migration et des réfugiés est restée une source d'inquiétude. Dans l'ensemble, les chercheurs constatent un «transfert des préoccupations vers des thèmes de politique intérieure». Pour preuve, les changements climatiques et la protection de l'environnement se sont hissés au rang des cinq soucis majeurs des Suisses après l'été caniculaire de 2018.

Cet accent placé sur la politique intérieure signifie que même si leurs voix font l'objet d'un démarchage intensif, les revendications des votants suisses de l'étranger ne sont pas forcément prioritaires. L'évolution de l'e-voting, au point mort pour l'instant, en témoigne. Ce qui n'empêche pas six partis sur sept d'indiquer, dans le grand sondage réalisé par la «Revue Suisse» (voir pages suivantes), qu'ils sont favorables au vote électronique, du moins pour les Suisses de l'étranger. En d'autres termes, cela si-

gnifie que l'intention y est, mais que le thème est bloqué au niveau politique.

Les efforts pour donner à la «Cinquième Suisse» un écho politique plus fort sont visibles. Dans plusieurs cantons, des partis – en particulier le PS et l'UDC – proposent des candidates et des candidats vivant à l'étranger. Leur forte présence sur les

Pour qui voter lorsqu'on ne connaît aucun des candidats?

Les Suisses établis sous d'autres latitudes ne sont pas les seuls à se demander pour qui voter quand ils ne connaissent réellement aucun des candidats. En Suisse aussi, les électeurs se posent la même question. La plateforme en ligne Smartvote leur vient en aide, puisqu'elle permet de se faire une idée du positionnement politique des candidates et candidats. Grâce aux réponses données par ces derniers à un grand nombre de questions d'ordre politique, des profils comparables sont établis. Autre atout: les électrices et électeurs peuvent répondre aux mêmes questions. De cette manière, une comparaison directe entre leurs idées et celles des candidats est possible. Plus les résultats Smartvote individuels de l'électeur et ceux d'une candidate ou d'un candidat sont similaires, et plus il est probable qu'ils partagent un positionnement politique identique. www.smartvote.ch

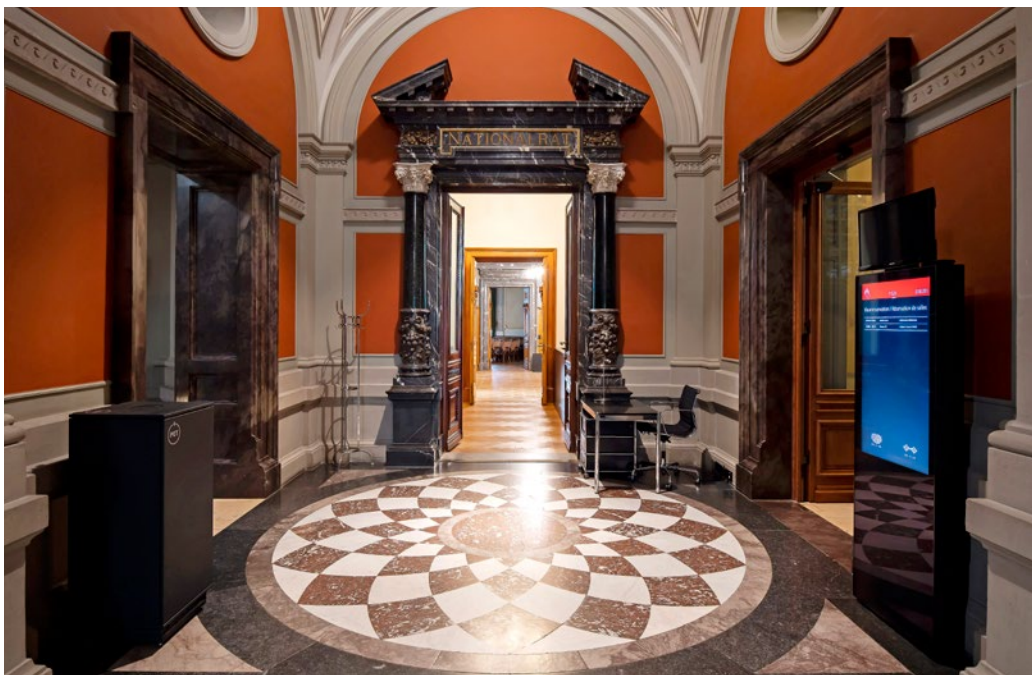
listes électorales fera que leurs revendications trouveront plus facilement leur place dans le discours des partis. Telle est du moins l'évolution positive de l'année électorale 2019 du point de vue de la «Cinquième Suisse».

Vous trouverez la liste des candidats de la «Cinquième Suisse» sur www.revue.ch



Qui déambulera dans la Salle des pas perdus? Le peuple en décidera cet automne.

Photo Keystone



Grand sondage électoral: sept partis sous la loupe

Des réponses claires et concises à des questions parfois complexes: voici ce que la «Revue Suisse» a demandé aux sept principaux partis politiques du pays. Leurs prises de position doivent servir de boussole à tous ceux qui souhaitent participer aux élections fédérales du 20 octobre.



Parti Bourgeois-Démocratique (PBD)

parti du centre né en 2008 d'une scission de l'UDC. Force du parti en 2015: 4,1 %. Poids politique actuel: 7 sièges au Conseil national, 1 au Conseil des États. www.pbd.info



Parti Démocrate-Chrétien (PDC)

parti du centre, conservateur et catholique à la base. Force du parti en 2015: 11,6 %. Poids politique actuel: 26 sièges au Conseil national, 14 au Conseil des États, 1 au Conseil fédéral. www.pdc.ch



Le «PLR. Les Libéraux-Radicaux»

parti né de la fusion, en 2009, des partis libéral et radical. Force du parti en 2015: 16,4 %. Poids politique actuel: 33 sièges au Conseil national, 12 au Conseil des États, 2 au Conseil fédéral. www.plr.ch



Parti vert libéral (PVL)

parti du centre né en 2007 de l'aile droite des Verts. Force du parti en 2015: 4,6 %. Poids politique actuel: 8 sièges au Conseil national. www.vertliberaux.ch



Les Verts

parti de gauche avec des racines dans le mouvement anti-nucléaire et dans des groupes de la société civile. Force du parti en 2015: 7,1 %. Poids politique actuel: 11 sièges au Conseil national, 1 au Conseil des États. www.verts.ch



Union démocratique du centre (UDC)

parti de droite conservateur-nationaliste, 1^{er} en termes d'électeurs depuis 2003. Force du parti en 2015: 29,4 %. Poids politique actuel: 64 sièges au national, 5 aux États, 2 au Conseil fédéral. www.udc.ch



Parti socialiste (PS)

seul parti de gauche au gouvernement; racines dans les mouvements ouvriers. Force du parti en 2015: 18,8 %. Poids politique actuel: 42 sièges au Conseil national, 12 au Conseil des États, 2 au Conseil fédéral. www.sp-ps.ch/fr

L'évolution démographique a des conséquences sur le financement de la protection sociale. L'âge de la retraite actuel en Suisse – 64 ans pour les femmes et 65 ans pour les hommes – doit-il être relevé?

OUI

Outre l'augmentation de l'âge de la retraite, ce couplage à l'espérance de vie est la seule possibilité d'assurer le versement d'une rente aux générations futures.

OUI

Une harmonisation progressive permet de financer durablement le système, mais les femmes ne devraient pas en assumer les coûts. Les lacunes de cotisations dues à la maternité doivent être comblées.

OUI

Dans un premier temps, l'âge de la retraite des femmes et des hommes doit être aligné. En raison de l'évolution démographique, il faudra à long terme discuter de véritables mesures.

OUI

Il est indispensable de relever l'âge de la retraite et de le rendre plus flexible en raison de l'évolution démographique.

NON

Les femmes ont aujourd'hui de grosses lacunes de cotisation en raison de salaires plus bas et du travail de care non rémunéré. Tant que cela ne sera pas résolu, l'augmentation de l'âge de la retraite est injuste.

OUI

L'âge de la retraite de 65 ans pour les femmes et les hommes est indispensable pour assurer le financement de l'AVS.

NON

La situation des employés âgés sur le marché du travail est dramatique, avec une augmentation du chômage de longue durée et un taux d'aide sociale élevé. Les chômeurs âgés sont discriminés.

En Suisse, les coûts de la santé et les primes des caisses-maladie ne cessent d'augmenter d'une année à l'autre. Quelles sont les trois mesures les plus importantes pour contrer cette évolution?

➤ Renforcement de la responsabilité des patients, que ce soit par des modèles de soins intégrés ou par une augmentation efficace de la franchise et de la quote-part.

➤ Un frein aux coûts de la santé, comme le demande l'initiative populaire du PDC: selon ce texte, les primes ne devront pas augmenter plus vite que les salaires. Les tra-

➤ Nous voulons un système de santé garantissant la prise en charge de toute la population et encourageant la responsabilité individuelle et la prévention.

➤ Les priorités sont de renforcer les soins de base, la prévention et la coordination. Par exemple avec une caisse maladie publique.

➤ Il faut renforcer la responsabilité individuelle, p. ex. en encassant une quote-part symbolique en espèces pour tout nouveau traitement ambulatoire en cabinet médical ou médicaux selon les besoins.

- > Imposition d'un financement unifié des traitements stationnaires et ambulatoires.** Dans le système actuel, les assurés paient trop.
- > Utilisation de la numérisation:** les moyens de communication modernes doivent être davantage utilisés. Le dossier électronique du patient doit enfin voir le jour.
- > Imposition d'un financement unifié des traitements stationnaires et ambulatoires.** Dans le système actuel, les assurés paient trop.
- > Les surtraitements et surthérapies coûteuses et inutiles doivent être évitées.** Les tarifs dépassés et excessivement élevés, adaptés.
- > Les interventions ambulatoires doivent être encouragées et les capacités des hôpitaux réduites.**
- > Nous sommes favorables au libre choix et à la concurrence.** Il faut bannir les incitations négatives par un financement uniforme des prestations stationnaires et ambulatoires; supprimer les incitations salariales pour les médecins d'hôpitaux; réduire les incitations d'hôpital.
- > Il faut promouvoir et financer davantage de projets (tant judiciairement que conseils, prévention, traitements et soins).**
- > Il reste nécessaire de corriger des primes individuelles injustes sur le plan social.** Les Verts s'engagent pour des réductions sociales des primes et luttent contre les mesures d'économie.
- > Baisse des prix des médicaments par l'introduction d'un système de prix de référence et de transparence concernant les coûts de la recherche de la pharmacie et la fixation des prix de fabrication.**
- > Modèles tarifaires encourageant la coopération entre les prestataires et les soins coordonnés (révision de l'armed).**

Les étrangers, même parfaitement intégrés, n'ont pratiquement aucun droit de codécision en Suisse. Cela entraîne des critiques quant au droit de vote des Suisses de l'étranger, qui peuvent participer aux décisions sans jamais avoir vécu dans ce pays. Les étrangers et les étrangers vivant depuis au moins dix ans en Suisse devraient-ils obtenir le droit de vote et d'élection?

NON

Le droit de vote et d'élection est un élément essentiel des droits des citoyens.

NON

Le droit de vote doit rester lié à la citoyenneté afin de s'assurer que l'intégration sociale et politique nécessaire ait lieu.

Ni OUI, ni NON

C'est aux cantons ou aux communes de décider.

OUI

Les étrangers et étrangers devraient pouvoir participer aux décisions, au moins au niveau cantonal et communal.

OUI

Cela va de soi: qui vit ici doit pouvoir voter ici. Les Verts ont déjà lancé des initiatives en ce sens dans plusieurs cantons.

NON

Les citoyens suisses ont des droits et des devoirs. Le droit de vote s'obtient donc après la naturalisation.

OUI

C'est un scandale et parfaitement indigne d'une démocratie qu'un quart de la population résidant en Suisse soit privée de droits politiques.

Une initiative populaire déposée cet été entend limiter les exportations de matériel de guerre. Ces exportations vers des pays en guerre ou en proie à une guerre civile doivent-elles être interdites?

OUI

Le PBD fait partie du comité d'initiative. Le Conseil fédéral ne doit plus décider seul des exportations. Un dialogue et un large soutien sont nécessaires, aussi dans l'intérêt de l'industrie sur le long terme.

NON

Le PDC soutient l'industrie d'armement suisse. Les dispositions actuelles suffisent et limitent fortement les exportations d'armements vers les pays en guerre ou touchés par une guerre civile.

NON

Une interdiction générale va trop loin.

OUI

Les Verts libéraux sont membres du comité d'initiative.

OUI

Il faut une interdiction générale de toutes les exportations de matériel de guerre. La Suisse doit utiliser sa neutralité et sa tradition humanitaire pour mener une politique de paix active.

NON

La Suisse a mieux à offrir aux régions secourues par des violences que des armes. Pour sa propre sécurité, elle s'efforce aussi de résoudre les conflits par la négociation.

OUI

L'impact du trafic aérien sur le climat est important. La Suisse doit-elle prélever une taxe CO₂ sur les billets d'avion?

OUI

Nous devons protéger le climat. Les grands émetteurs de gaz à effet de serre ne doivent pas pouvoir échapper à leurs responsabilités.

OUI

De nos jours, les voyages en avion ne coûtent pas assez cher. Le trafic aérien doit aussi participer aux efforts de réduction des gaz à effet de serre.

OUI

Toutefois, la taxe doit être supportable par l'économie et rétrocédée en bonne partie à la population. Le reste doit alimenter un fonds climatique en faveur des innovations.

OUI

Cela fait longtemps que nous avons déposé une intervention en ce sens au Conseil national.

OUI

Le trafic aérien doit lui aussi contribuer à la protection du climat. Tous les pays voisins de la Suisse prélevaient déjà une telle taxe.

NON

Une taxe prélevée uniquement en Suisse n'aidera pas le climat. Elle n'empêchera pas que les gens prennent l'avion. Il ne serait pas juste qu'à l'avenir, seuls les riches puissent se le permettre.

OUI

Le montant de la taxe sur les billets d'avion doit être fonction de la distance parcourue et de la classe de cabine. En outre, la taxe doit être entièrement rétrocédée à la population.



Pour les Suissesses et les Suisses vivant dans les pays de l'UE, les rapports entre la Suisse et l'UE jouent un rôle essentiel. La limitation de l'immigration est-elle plus importante que le maintien des accords bilatéraux avec l'UE?

<p>Le PBD s'oppose à ce que la Suisse adhère à l'UE. Mais cela ne change rien au fait que la Suisse est reliée aux pays de l'UE par des liens économiques et sociaux étroits. La voie bilatérale est bonne pour la Suisse, et le peuple la valide à plusieurs reprises. Certains traités sont bons, d'autres sont critiqués et d'autres encore doivent être révisés. Il serait cependant extrêmement dangereux de mettre en péril une solution qui a fait ses preuves et, partant, notre prospérité pour une initiative inutile visant à limiter l'immigration.</p>	<p>Nul autre partenaire n'a autant contribué à la prospérité de la Suisse que l'UE, qui profite elle aussi de ses liens avec notre pays. Nous voulons que la relation de la Suisse avec l'UE ne préterite ni l'une, ni l'autre. Pour le PDC, les accords bilatéraux ne sont pas négociables. Le peuple les a approuvés à maintes reprises. Se déplacer librement en Europe, y vendre nos marchandises et nos services sans entraves, échanger du savoir: nous en profitons tous, chaque jour. Le PDC a toujours soutenu la voie bilatérale avec l'UE et contre les offensives isolationnistes. Il rejette donc clairement l'initiative de l'UDC contre la libre-circulation des personnes. Mettre un terme à cette libre-circulation aurait de graves conséquences pour l'économie, la recherche et les emplois en Suisse. Tous les autres accords d'ouverture du marché ainsi que l'accord sur la recherche avec l'UE seraient caducs.</p>	<p>La voie bilatérale garantit un accès sur mesure au marché intérieur de l'UE, sans que nous ayons à adhérer à l'Union. Elle a apporté à la Suisse des emplois, de la croissance et de la prospérité, permettant à des centaines de milliers de citoyens de s'établir et de travailler au sein de l'UE/AELE. L'initiative contre la libre-circulation du clan conservateur et isolationniste met directement en danger ce succès. Il est important que la Suisse puisse continuer à accueillir des travailleurs hautement qualifiés venus de l'étranger. Mais le PLR prend au sérieux les inquiétudes de la population concernant l'immigration. Nous pensons qu'il faut faire face fermement aux abus et aux conséquences négatives du phénomène: il convient de lutter contre le tourisme social, de limiter le regroupement familial pour les immigrants de pays tiers et de remédier aux dysfonctionnements en matière d'asile.</p>	<p>Nous ne voulons pas seulement conserver la voie bilatérale, mais aussi la développer. Les Verts libéraux sont le seul parti à s'être engagé dès le départ par conviction pour un accord-cadre.</p>	<p>La Suisse fait partie de l'Europe. En tant que parti européen, Les Verts s'engagent pour des rapports de bon voisinage entre la Suisse et l'UE. La voie bilatérale profite autant aux Suisses qu'aux Européens. Nous voulons que la coopération soit renforcée, en particulier dans les domaines de la formation, de la recherche et de la protection de l'environnement. Mais il est clair qu'un bon voisinage a besoin de règles du jeu fiables. Un accord-cadre avec l'UE est indispensable pour pouvoir développer la voie bilatérale. L'ouverture à l'égard de l'Europe ne pourra cependant réunir une majorité dans les urnes que si l'on n'affaiblit pas les mesures d'accompagnement à la libre-circulation des personnes. Pour obtenir de l'UE une meilleure protection contre le dumping salarial, la Suisse doit enfin faire avancer le dossier de l'entraide fiscale et des mesures contre le dumping fiscal.</p>	<p>La gestion et le contrôle de l'immigration revêtent une importance capitale. Depuis l'introduction de la libre-circulation des personnes, la Suisse a accueilli plus de 1,1 million net d'immigrants. La pression sur les salaires et les emplois est perceptible, spécialement pour les personnes de plus de 50 ans. Avec son initiative, l'UDC veut donc limiter le droit à une immigration libre. Les bonnes relations commerciales mutuelles avec l'UE doivent être conservées.</p>	<p>Les fabuleux acquis de la libre-circulation – pouvoir travailler et s'établir dans toute l'Europe – doivent absolument être conservés. L'intégration européenne constitue le fondement de la paix et de la prospérité en Europe, et la Suisse en fait partie. En revanche, il faut éviter que des entreprises recrutent autant de personnel que possible à l'étranger. Contre la pénurie de main d'œuvre, il faut investir massivement dans la formation et rémunérer les femmes et les hommes de manière égale. Il doit aussi devenir plus facile de concilier vie de famille et travail. L'intégration au marché du travail doit être améliorée par des mesures supplémentaires de rattrapage en matière de formation des migrants et une protection accrue des plus de 50 ans. Ceci pour lutter contre la propulsion de l'économie à rechercher des travailleurs uniquement à l'étranger.</p>
---	---	--	---	--	--	---

Le mitage du territoire modifie le paysage suisse. Faut-il renforcer la protection du paysage, par exemple par des règles plus sévères pour les constructions hors des zones à bâtir existantes?

<p>NON Des mesures de lutte contre le mitage du territoire ont déjà été prises: en 2013, le peuple a accepté la loi sur l'aménagement du territoire révisée. Les cantons et les communes l'appliquent.</p>	<p>NON Il convient de mieux utiliser la surface construite et de définir des zones à bâtir raisonnables. La LAT combat efficacement le mitage et oriente le développement du milieu bâti vers l'intérieur.</p>	<p>OUI La multiplication constante des exceptions en matière de constructions hors des zones à bâtir doit cesser.</p>	<p>OUI Les Verts libéraux soutiennent une réforme en ce sens.</p>	<p>OUI Les constructions hors des zones à bâtir détruisent des terres cultivables et des habitats proches de la nature précieux pour la biodiversité.</p>	<p>NON En rejetant l'initiative contre le mitage du territoire au début de l'année, le peuple a dit non à des règles plus strictes. L'immigration excessive devrait être limitée pour protéger le paysage.</p>	<p>OUI Le parc immobilier hors des zones à bâtir ne doit pas grandir encore. Il ne faut autoriser que les nouvelles constructions nécessaires à l'agriculture et limiter les possibilités de refection.</p>
---	---	--	--	--	---	--

OUI	Si la population de grands prédateurs ne correspond pas aux moyens locaux, un assouplissement doit avoir lieu au cas par cas.
Ni OUI, ni NON	Le PDC est d'accord pour assouplir la protection des loups et des castors, mais rejette l'assouplissement de la protection du lynx.
OUI	Le PLR soutient majoritairement une adaptation ciblée des mesures de protection pour réguler la population de loups. En revanche, nous rejetons un assouplissement général des dispositions.
NON	Les Vert'libéraux s'engageront activement pour un référendum contre un tel assouplissement.
NON	La Confédération doit investir dans des mesures de prévention comme la protection des troupeaux, pour permettre une meilleure cohabitation avec les animaux sauvages.
OUI	La présence de certains grands prédateurs ne convient pas à un pays densément peuplé comme la Suisse.
NON	Le PS rejette un assouplissement de la protection du lynx, du castor, du loup, etc. Nous refusons que les animaux et les oiseaux sauvages soient préventivement décimés sans avoir causé de dégâts.

Comment faire pour garantir que les Suissesses et les Suisses de l'étranger puissent exercer leurs droits politiques, en particulier le droit d'élire et de voter?

Le vote électronique est nécessaire, surtout pour les Suisses de l'étranger. Pour éviter que les résultats puissent être manipulés, la sécurité du système doit cependant être garantie.	Par le biais d'une motion du conseiller aux États Filippo Lombardi, le PDC a déjà demandé que les cantons soient tenus de proposer un système de vote électronique (e-voting) à tous les électeurs suisses de l'étranger dans le cadre d'une solution fédéraliste.	Le vote électronique est central pour l'exercice des droits politiques des Suisses de l'étranger. Souvent, les documents de vote envoyés par courrier arrivent trop tard. Dans les cantons où l'e-voting a été testé avec succès, la participation des Suisses de l'étranger était significativement plus élevée. Le PLR a toujours été en faveur d'une telle solution. Nous prenons la sécurité au sérieux et souhaitons qu'elle passe avant la rapidité. Nous regrettons les revers techniques rencontrés par les prestataires, dont les Suisses de l'étranger font directement les frais en cette année électorale.	D'une part, il est important que le matériel d'élection et de vote soit envoyé suffisamment tôt. D'autre part, les Vert'libéraux soutiennent les solutions de vote électronique pour les Suisses de l'étranger. En raison des questions de sécurité qui se posent encore, nous refusons en revanche pour l'heure l'introduction du vote électronique pour tous.	La «Cinquième Suisse» compte 750 000 citoyens. Ce sont des ambassadeurs importants de la culture démocratique de la Suisse, qui doivent pouvoir exercer activement leurs droits politiques. Beaucoup en sont empêchés, les documents de vote étant souvent distribués trop tard, voire pas du tout, dans certains pays. Les Verts jugent la situation inacceptable. Faute d'un système de vote électronique sûr à l'heure actuelle, une solution intermédiaire d'envoi électronique doit être examinée. Elle permettrait de distribuer les documents à temps via Internet.	Les Suissesses et les Suisses de l'étranger peuvent continuer d'exercer leurs droits politiques comme jusqu'à présent, c'est-à-dire en premier lieu par le vote et l'élection par courrier.	Cela fait longtemps que le PS exige l'introduction rapide d'un système de vote électronique sûr, au moins pour les Suisses de l'étranger. Les revers rencontrés en la matière sont regrettables. Comme il est probable qu'une solution ne sera pas mise en œuvre de sitôt dans tous les cantons, il faut envisager des améliorations du système actuel: envoi centralisé par la Chancellerie fédérale ou le chef-lieu du canton (comme à Zurich) au lieu de charger chaque commune de le faire; envoi des documents par voie électronique et possibilité de voter personnellement ou par courrier dans un consulat.
--	--	--	---	--	---	---

Les Suissesses et les Suisses qui vivent à l'étranger n'ont pratiquement aucune chance d'être élus au Parlement. Une circonscription électorale à part améliorerait sensiblement leurs chances de réussite. Êtes-vous favorables à cette solution?

NON	Nous estimons qu'à l'heure actuelle, les chances d'élection des Suissesses et des Suisses de l'étranger ne sont pas moindres que celles de leurs concitoyens vivant dans le pays.	NON	Les Suisses de l'étranger sont à égalité juridique avec leurs concitoyens de Suisse en termes de représentation. Il faut cependant éliminer les obstacles à l'exercice du droit de vote (e-voting).	NON	Des quotas ou des circonscriptions réservées à certains groupes sont contraires aux structures de l'État helvétique et aux principes de sa démocratie.	Ni OUI, ni NON	Les Vert'libéraux n'ont pas encore pris position sur cette question.	OUI	Une représentation politique de la «Cinquième Suisse» est nécessaire pour que soient pris en compte ses intérêts et les conditions de vie particulières de ses membres.	NON	Dans la structure fédéraliste de la Suisse, le rôle des cantons est très important. Ils doivent rester les circonscriptions électorales de référence lors des élections au Conseil national.	OUI	Le PS l'exige depuis longtemps. Les exemples de l'Italie, de la France, du Portugal et d'autres pays montrent qu'une telle solution est aisément réalisable.
------------	---	------------	---	------------	--	-----------------------	--	------------	---	------------	--	------------	--

Une lutte pour une blockchain universelle se déroule en Suisse

Une blockchain est un système de cryptage décentralisé qui offre des possibilités d'échanges révolutionnaires sur Internet. La Suisse se montre accueillante pour cette technologie. Une compétition a lieu entre plusieurs blockchains et leurs cryptomonnaies.

STÉPHANE HERZOG

Internet a connu plusieurs révolutions. Parmi elles, l'invention du protocole TCP/IP, qui a permis en 1989 la création d'un Internet universel: le Web. Le système de cryptage décentralisé nommé blockchain ouvre à son tour une nouvelle ère. «On peut comparer cela à l'invention des maths après celle de l'écriture», estime le Genevois Shaban Shaame. Cet entrepreneur de 38 ans a créé sa propre blockchain pour développer des activités dans le jeu vidéo.

La blockchain est un registre partagé par plusieurs ordinateurs. Toute modification apportée à ce «génom» doit être validée par tous les participants, raison qui fait que ce système est jugé impossible à violer. Cette technologie permet aux internautes d'échanger instantanément des informations, des biens et des services sans passer par une autorité tierce. Des contrats sont gravés sur la blockchain à l'aide de «tokens». Les affaires sont payées en monnaies numériques, émises sur la blockchain. «Ce système va permettre de se passer d'Uber», dit Vincent Pignon. En effet, la blockchain mettra directement en relation le client et le chauffeur, sans passer par une application payante. Spécialiste en technologie et en finance, Vincent Pignon est le patron de Wecan, une entreprise genevoise dédiée à la blockchain. Il est aussi employé par l'État de Genève pour appuyer le Canton dans la promotion de cette nouvelle technologie.

En réalité, le monde compte non pas une blockchain, mais des milliers.

Les propriétaires, à l'exemple de la fondation Ethereum, sont en compétition pour faire de leur protocole le plus répandu. Il s'avère que la Suisse s'est transformée en un Eldorado pour les entreprises et fondations actives dans ce domaine. En 2018, le conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann, responsable de l'Économie, avait déclaré son ambition de faire de la Suisse une «blockchain nation». Contrairement aux États-Unis, qui ont érigé des règles très strictes, la Suisse a décidé de ne pas créer de loi spécifique.

Zoug a invité ses citoyens à payer en bitcoins

Plusieurs administrations ont mis en place des actions pour faciliter et encadrer le développement de ce concept. La ville de Zoug permet à ses citoyens de payer des démarches administratives avec des bitcoin, la cryptomonnaie la plus répandue. En 2014, Zoug a accueilli la première levée de fonds pour une blockchain à travers le lancement d'Ethereum et de son argent numérique, l'ether. En clair, les actionnaires ont investi dans ce projet en argent classique et ils ont reçu des éthers en échange. À Genève, le Département du développement économique a publié un guide consacré à l'émission de cryptomonnaies et à leur fiscalisation. Facebook a choisi cette même ville pour y installer le cœur de sa future et déjà controversée monnaie: la libra. L'opération est pilotée à travers une filiale – Libra Network – et une association. «Face-

book a considéré que les autres blockchains et leurs monnaies n'étaient pas assez rapides. Son intention est de proposer à ses 2,3 milliards d'utilisateurs un système de paiement et de transmission d'argent optimum», indique Vincent Pignon.

Redonner du pouvoir aux habitants du monde

Shaban Shaame accueille positivement l'irruption de la libra de Facebook. La raison tient au fait que Facebook propose de confier la gestion de ce projet à une association où siègent de multiples acteurs, comme Paypal ou Visa. La libra serait aussi adossée à plusieurs monnaies fortes. Or cette décentralisation est au cœur du projet blockchain. Son origine est Bitcoin, un protocole créé en 2008 par des cyber-punks en réaction à la crise financière. L'idée était de reprendre le contrôle d'une finance devenue folle.

Selon le patron d'Everdreamsoft, la diffusion de cette technologie aura un impact énorme. La blockchain permettra de donner plus de pouvoir aux citoyens du monde. Ceux-ci pourront participer à des échanges et à de la création de valeur en se passant des banques, des notaires et des administrations. Ces connexions se dérouleront dans un nouvel espace juridique et social. «Chaque blockchain va proposer à ses adhérents un système politique, avec par exemple des règles sociales, comme une taxation en vue de financer une assurance vieillesse», imagine Shaban Shaame. Des œuvres



collectives seront créées au-delà des frontières. Chacun pourra y participer en apportant du travail, des fonds, voire en faisant simplement la promotion d'une œuvre. Ainsi, le visiteur d'un site pourrait être rémunéré en cryptomonnaie.

Accéder à des certificats en un click

La blockchain donne accès à des informations fiables et à jour. À ce jour, à Genève, le registre du commerce est déjà accessible d'un click de souris via le système Ethereum. Autre exemple, le négoce en matières premières, qui implique une foule de partenaires et de documents physiques. La blockchain simplifiera ce commerce. Plus largement, la consultation d'actes civils ou commerciaux, ou de C.V., pourra se faire via des blockchains. Un Smartphone suffira. C'est l'idée d'une solution développée par Wecan avec le canton du Valais et une assurance suisse. Mountain Pro offrira à un client

de savoir instantanément si un guide de montagne dispose des autorisations nécessaires pour exercer, grâce à des vérifications faites à la source, par exemple auprès d'une assurance. La blockchain permettra aussi garantir la pérennité d'objets virtuels. Ainsi, Everdreamsoft propose-t-il à ses clients d'acheter des figurines numériques de jeux vidéo. Un «token» décrit intégralement l'objet et valide son acte de propriété à travers un code. «La blockchain sera le notaire d'une nouvelle économie», dit Shaban Shaame. Bitcoin, seul, nécessite cependant une énergie énorme pour fonctionner, soit 0,12% de la consommation électrique mondiale. Cette analyse ignore les économies que la blockchain permettra au niveau global, rétorquent certains spécialistes.

Le moteur de la blockchain est la cryptomonnaie

Les échanges ont lieu avec le bitcoin ou l'ether, monnaies qui servent no-

Technologie blockchain: l'ancienne mine d'or de Gondo (VS) est devenue un haut lieu des cryptomonnaies. Un abri qui consomme énormément d'énergie.

Photo Keystone

tamment à rémunérer les personnes qui stockent les registres de la blockchain. Fondée en 2013 à Zoug, l'entreprise Bitcoin Suisse offre justement à ses clients d'acheter, d'échanger et de stocker ces cryptomonnaies. Elle en gère 125 différentes. Pionnière de la Crypto Valley de Zoug, cette société a vu le nombre de ses employés quadrupler entre début 2018 et juillet 2019. En 2018, elle a affiché un revenu net de 43,7 millions de francs, indique son responsable marketing Marc Baumann. La Ville de Zoug s'appuie d'ailleurs sur une plateforme numérique développée par Bitcoin Suisse pour ses transactions en monnaie numérique avec ses citoyens. Pour le moment, l'utilisation de cryptomonnaies reste complexe, pour des raisons à la fois de contrôle légal et de technologie. Des plateformes comme Bitcoin Suisse proposent justement de gérer les transferts pour ses clients. C'est aussi l'idée de Facebook.

Les revendications claires de la «Cinquième Suisse»

Le «Parlement de la Cinquième Suisse» demande au Conseil fédéral de prendre les rênes dans le dossier du vote électronique. Il souligne également l'importance de l'accord-cadre pour les 458 000 Suisses vivant dans l'UE.

La «Cinquième Suisse» ne pourra pas voter par voie électronique pour les élections fédérales de cet automne. Le Conseil des suisses de l'étranger (CSE) y voit un sérieux revers. Réuni à l'occasion du Congrès des Suisses de l'étranger à Montreux, il a demandé au Conseil fédéral de prendre les rênes dans le dossier de l'e-voting.

Dans une résolution, le CSE appelle concrètement le Conseil fédéral à veiller à la mise en place d'un système de vote électronique digne de confiance et finançable. Celui-ci devrait être à la disposition de tous les électeurs de la «Cinquième Suisse» au plus tard pour les élections fédérales de 2023. Présent à Montreux, le ministre des affaires étrangères Ignazio Cassis s'est limité à promettre ce qui avait déjà été annoncé à Berne en juin: la conception d'ici fin 2020 de la restructuration de la phase d'essai du vote électronique.

Ce revers entrave également les réformes du CSE: son objectif d'introduire l'élection directe de ses membres n'est pas réalisable sans canal électronique. La réforme a donc été reportée. Président du CSE, Remo Gysin le regrette: «Nous retardons quelque chose que nous aimerions avoir déjà réglé.»

L'accord-cadre sous tension

Le vote électronique n'est pas le seul thème à agiter le CSE. La nervosité règne également sur le front de l'accord-cadre entre la Suisse et l'Union européenne (UE). Le CSE juge l'évolution des relations entre Berne et Bruxelles «préoccupante». Il demande que le Conseil fédéral tienne compte des intérêts des 458 000 Suisses vivant dans l'UE lors des prochaines clarifications sur cet accord. La position du CSE sur ce sujet reste la même: il est en faveur de la libre-circulation des personnes et de sa régulation.

Le manifeste électoral approuvé par le CSE contient encore d'autres revendications politiques. Outre le point central, qui est de faciliter l'exercice des droits politiques des Suissesses et Suisses de l'étranger



Signaux politiques à Montreux: fort de deux résolutions, le Conseil des Suisses de l'étranger demande au Conseil fédéral d'agir.

Photo Adrian Moser

au lieu de le compliquer, ce texte rappelle également la discrimination dont sont victimes les Suisses établis à l'étranger de la part des banques suisses. À Montreux, les partis ont également tenté de séduire les votants de la «Cinquième Suisse». Leurs résultats pendant la législature en cours ont pourtant été âprement discutés: d'après une analyse de Swissinfo, c'est le PS qui a le mieux soutenu leurs revendications, l'UDC étant leur moins bon serviteur.

Le congrès avait pour thème la question: «Quel monde pour demain?». Remo Gysin a introduit les nombreuses interventions d'experts sur ce sujet par le constat suivant: «Le monde connaît des dates de péremption, des points de non-retour.» Sa conclusion? «Nous sommes tenus d'agir sans tergiverser.»

(MUL)

Manifeste électoral du CSE ogy.de/manifeste-2019
Classement des partis: ogy.de/swissinfo-ranking
Candidats de la «Cinquième Suisse»: www.revue.ch

Organisation des Suisses de l'étranger (OSE)

Alpenstrasse 26
CH-3006 Berne
Tél. +41 31 356 61 00
Fax +41 31 356 61 01
info@aso.ch
www.aso.ch
www.revue.ch
www.swisscommunity.org



Nos partenaires:

educationsuisse
Tél. +41 31 356 61 04
Fax +41 31 356 61 01
info@educationsuisse.ch
www.educationsuisse.ch



Fondation pour les enfants suisses
à l'étranger
Tél. +41 31 356 61 16
Fax +41 31 356 61 01
info@sjas.ch
www.sjas.ch



Stiftung für junge Auslandschweizer
Fondation pour les enfants suisses à l'étranger
Fondazione per i giovani svizzeri all'estero
Fundazion per giuven svizzers a l'ester

La nouvelle année au bout des lattes

Il reste des places pour les enfants de 8 à 14 ans dans le camp de ski du Nouvel An de la FESE à Valbella, dans les montagnes grisonnes.

Date: du jeudi 26 décembre 2019

au samedi 4 janvier 2020

Nombre de participants: 42

Prix: CHF 900.- (contribution au financement)

Location de skis ou d'un snowboard:

env. CHF 150.-

Délai d'inscription: 30 septembre 2019

Inscription

Les vacances d'hiver pour les enfants de 8 à 14 ans à Valbella (GR) constituent la seule offre de la Fondation pour les enfants suisses à l'étranger (FESE) de la saison d'hiver 2019/20 à laquelle il est encore possible de s'inscrire. Vous trouverez des informations plus précises et le formulaire d'inscription sur www.sjas.ch/fr. Dans certains cas justifiés, une réduction des frais est accordée. Si vous le souhaitez, nous vous ferons parvenir notre brochure d'information par courrier postal.

Soutien financier pour les familles suisses à l'étranger

La FESE veut offrir la possibilité à chaque enfant suisse de l'étranger de venir au moins une fois en Suisse, indépendamment de la situation financière de sa famille. La FESE récolte chaque année des fonds dans ce but.

IMPRESSUM:
La «Revue Suisse», qui est destinée aux Suisses de l'étranger, paraît pour la 45^e année en allemand, français, anglais et espagnol, en 14 éditions régionales, avec un tirage total de 418 000 exemplaires, dont 223 000 électroniques. Les nouvelles régionales paraissent quatre fois par

an. La responsabilité pour le contenu des annonces et annexes publicitaires incombe aux seuls annonceurs. Ces contenus ne reflètent pas obligatoirement l'opinion ni de la rédaction ni de l'organisation éditrice.
DIRECTION ÉDITORIALE: Marc Lettau (MUL), rédacteur en chef; Stéphane Herzog (SH); Theodora Peter (TP);

Susanne Wenger (SWE); Simone Flubacher (SF), responsable des «news.admin.ch»; Relations avec les Suisses de l'étranger, DFAE, 3003 Berne.
ASSISTANTE DE RÉDACTION: Sandra Krebs
TRADUCTION: SwissGlobal Language Services AG; **DESIGN:** Joseph Haas, Zurich; **IMPRESSION:** Vogt-Schild Druck AG, 4552 Derendingen.

ADRESSE POSTALE: Éditeur/rédaction/publicité: Organisation des Suisses de l'étranger, Alpenstrasse 26, 3006 Berne, tél. +41313566110, fax +41313566101, PC 30-6768-9.
E-mail: revue@aso.ch

CLÔTURE DE RÉDACTION DE CETTE ÉDITION: 2 août 2019

Tous les Suisses de l'étranger enregistrés auprès d'une représentation suisse reçoivent la revue gratuitement. Les personnes n'ayant pas la nationalité suisse peuvent s'abonner (prix pour un abonnement annuel: Suisse, CHF 30.-/étranger, CHF 50.-). La revue sera expédiée aux abonnés directement de Berne. www.revue.ch

CHANGEMENT D'ADRESSE: prière de communiquer votre nouvelle adresse à votre ambassade ou à votre consulat; n'écrivez pas à Berne.



Merci!

De nombreux lecteurs et lectrices ont soutenu l'édition imprimée de la «Revue Suisse» en souscrivant un abonnement volontaire ces douze derniers mois. La rédaction les remercie de tout cœur pour leur soutien! Cet appui nous conforte dans notre intention de continuer à proposer la «Revue Suisse» sur papier – sans renoncer à la qualité habituelle. Concrètement, votre soutien a permis à nos journalistes de traiter et de creuser des thèmes complexes, à l'image de celui du vote électronique, ou de faire des recherches minutieuses en vue des élections fédérales de l'automne 2019. Grâce à vos encouragements, nous pourrions continuer à vous proposer une «Revue Suisse» virtuelle ou imprimée, agréable à lire et garante d'un lien concret avec votre pays d'origine.

MARC LETTAU, RÉDACTEUR EN CHEF

Elle encourage les familles qui ne disposent pas des moyens financiers nécessaires à s'annoncer et à compléter le formulaire d'inscription. Ainsi, leur enfant aura lui aussi la chance de profiter d'un séjour en Suisse. Pour en savoir plus sur les possibilités et les conditions pour profiter d'une réduction sur le prix du camp, les familles peuvent s'adresser directement au secrétariat de la FESE.

La Fondation se réjouit de la venue d'enfants curieux, désireux de connaître leurs racines helvétiques et de découvrir leur pays d'origine! (LR)

Renseignements et informations:

Fondation pour les enfants suisses à l'étranger (FESE), Alpenstrasse 26, 3006 Berne, Suisse, téléphone +41 31 356 61 16, fax +41 31 356 61 01; e-mail: info@sjas.ch, www.sjas.ch

Venir en Suisse pour un apprentissage ou des études universitaires

Les Suisses de l'étranger peuvent également profiter de l'offre de formation, excellente et diversifiée, de la Suisse.

L'apprentissage

En Suisse, à l'issue de la scolarité obligatoire, les jeunes peuvent choisir parmi plus de 250 apprentissages ou fréquenter un établissement secondaire (gymnase, école de culture générale). Toutefois, cela ne signifie pas que leur orientation est fixée de manière définitive. Ainsi les détenteurs d'une maturité gymnasiale peuvent faire un apprentissage. Et après un apprentissage avec maturité professionnelle, la voie vers des études auprès d'une haute école spécialisée est ouverte. Comment choisir la bonne formation professionnelle? Le site officiel www.orientation.ch offre une mine d'informations et de profils professionnels. Une consultation personnelle pour les Suisses de l'étranger est proposée par le Centre d'information et d'orientation professionnelle (BIZ) sur place à Berne ou via Skype (inscription chez [educationsuisse](http://educationsuisse.ch)).

Formation de vigneronne ou études d'ingénieur: la qualité et le lien avec la pratique des formations en Suisse sont jugés excellents.

Photo Keystone



grammes de Bachelor et de Master orientés vers la pratique dans de nombreux domaines d'études. L'admission se fait, en principe, par le biais d'un certificat d'apprentissage avec une maturité professionnelle. Mais elle est également possible avec une maturité gymnasiale et un stage d'un an dans le domaine des futures études. Les Hautes écoles pédagogiques forment les jeunes pour qu'ils deviennent des enseignants qualifiés dans différents niveaux scolaires. Les conditions d'admission varient selon le type de formation.

Toutes les hautes écoles universitaires organisent des journées d'informations, qui ont généralement lieu en automne ou en hiver. Les conditions d'admission pour les étudiants titulaires d'un diplôme étranger se trouvent à l'adresse www.swissuniversities.ch.

Info et contact

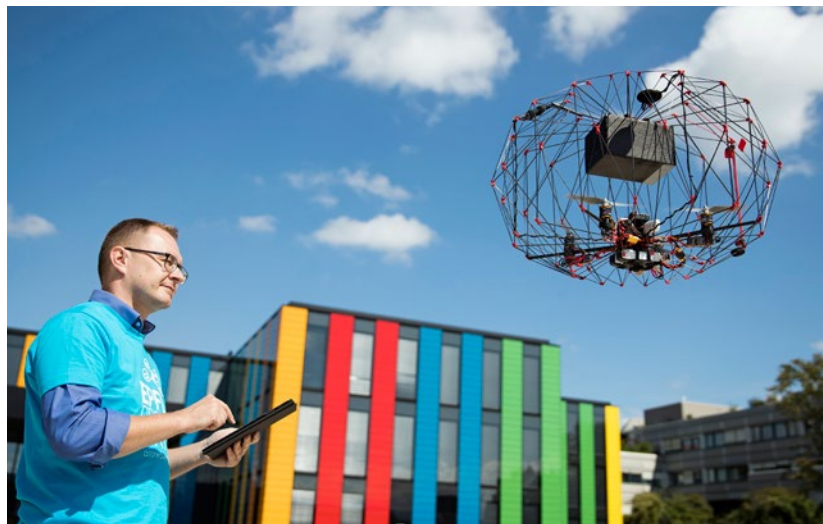
Les collaboratrices d'[educationsuisse](http://educationsuisse.ch) parlent allemand, français, italien, espagnol et anglais. Elles aident à trouver les bonnes réponses et offrent un soutien pour des clarifications spécifiques. Le site internet www.educationsuisse.ch présente et décrit le système de formation suisse sous une forme graphique claire. Pour de plus amples informations et questions: info@educationsuisse.ch ou par téléphone au +41 (0)31 356 61 04. (RG)

[educationsuisse](http://educationsuisse.ch), Alpenstrasse 26, 3006 Berne, Suisse

Étudier dans une haute école universitaire

Les dix universités publiques proposent des études en droit et en économie, en mathématiques et en sciences naturelles ainsi qu'en sciences humaines et sociales. Les Écoles polytechniques fédérales (ETHZ et EPFL) se concentrent sur l'ingénierie, les mathématiques et les sciences naturelles. Après un cursus de trois ans, les étudiants peuvent obtenir un Bachelor. La période suivante, le Master, dure d'un an et demi à deux ans. Pour être admis, les étudiants ont besoin d'un diplôme de maturité reconnu par la Confédération suisse ou d'un diplôme étranger jugé équivalent. Les études de médecine font l'objet d'une réglementation particulière.

Les Hautes écoles spécialisées, avec leurs quelque 60 instituts (y compris art et musique), proposent des pro-





Envie de vivre un camp de neige?

Pendant deux semaines, des jeunes Suisses de l'étranger pourront s'adonner au plaisir des sports de neige et se faire des amis venus du monde entier.

En plus du ski et du snowboard, les jeunes pourront profiter d'un riche programme d'activités dans le cadre chaleureux d'un chalet et de ses environs. Une expérience intense, riche en partages et en découvertes!

Camp de ski du Nouvel An aux Diablerets (VD) du 27.12.2019–4.01.2020

Un programme varié attend les participants au cœur des Alpes vaudoises! En plus des cours de ski ou de snowboard en petits groupes et d'un programme d'accompagnement varié, il y aura aussi du temps pour faire de nouvelles connaissances. Les participants seront pris en charge par une équipe de moniteurs formée et motivée. Cette offre s'adresse aux jeunes de 15 à 18 ans.

www.lesbosquets.ch et www.villars-dialberets.ch/fr/

Contactez le Service des jeunes: Service des jeunes de l'Organisation des Suisses de l'étranger (OSE), Alpenstrasse 26, 3006 Berne; tél. +41 31 356 61 00, e-mail: youth@aso.ch

Camp de sports d'hiver à Anzère (VS) du 27.12.2019–4.01.2020

Cet hiver, nous proposons également un camp de sports d'hiver dans les Alpes valaisannes pour les jeunes adultes de 18 ans et plus. Le camp de ski et de snowboard se tiendra à Anzère. Pour un petit avant-goût du domaine skiable: www.anzere.ch.

Inscription

Le formulaire d'inscription pour les camps d'hiver est en ligne. Vous trouverez de plus amples informations sur les offres ainsi que les formulaires d'inscription sur nos sites Internet www.aso.ch et www.swisscommunity.org.

Enquête du Service des jeunes

Le Service des jeunes de l'OSE a réalisé au printemps dernier une enquête pour cibler au mieux les attentes des Suisses de l'étranger. Les résultats de l'enquête seront publiés sur www.aso.ch le 28 septembre 2019. (MB)

Connaissez-vous l'YPSA?

YPSA, quèsaco? Cet acronyme est celui du Youth Parliament of the Swiss Abroad. Il ne s'agit cependant pas d'un parlement politique typique. L'YPSA est plutôt une plateforme pour les jeunes Suissesses et Suisses de l'étranger. Dans un article consultable sur www.revue.ch, son président Roberto Landolina lève le voile sur les objectifs et les activités de l'YPSA. Il revient en particulier sur les temps forts qui ont marqué la rencontre de l'YPSA du mois de mai en Italie. Sa description résume bien ce que les jeunes sont en droit d'attendre de ce type d'événement: «Ce fut merveilleux de voir les participants travailler ensemble et développer des idées alors qu'ils ne se connaissaient pas. Nous espérons qu'ils ont pu développer leur esprit d'équipe et apprendre de nouvelles choses.» (MUL)

Rétrospective sur www.revue.ch

Site de l'YPSA www.ypsa.ch

Remarques

Indiquez votre/vos adresse(s) e-mail et numéro(s) de téléphone portable et/ou leur changement à votre représentation suisse et inscrivez-vous au guichet en ligne (sur le site Internet du DFAE www.eda.admin.ch ou via www.swissabroad.ch), afin de choisir le mode de livraison souhaité pour la «Revue Suisse» et d'autres publications. En cas de problèmes lors de l'inscription, contactez votre représentation.

L'édition actuelle de la «Revue Suisse» et les numéros précédents sont consultables sur www.revue.ch/fr, où ils peuvent être imprimés. La «Revue Suisse» (ou «Gazzetta Svizzera» en italien) est distribuée gratuitement à tous les foyers de Suisses de l'étranger sous forme électronique (par e-mail) ou imprimée. Une application est également disponible pour iOS/Android.

Pas d'e-voting pour l'instant: la phase d'essai est restructurée

Le vote électronique était jusqu'ici très apprécié des Suissesses et des Suisses de l'étranger. Son indisponibilité actuelle les touche directement.

Jusqu'en début d'année, l'e-voting était proposé dans dix cantons avec les systèmes de La Poste Suisse et du canton de Genève. Aujourd'hui, tous deux sont hors-service. Pourquoi?

En 2018, le canton de Genève annonçait renoncer à poursuivre le développement de son système d'e-voting. En juin 2019, il fermait sa plate-forme avec effet immédiat.

De son côté, La Poste prévoyait d'utiliser pour la première fois son système de vote électronique entièrement vérifiable en 2019. Elle a publié son code source en février 2019 et soumis son système à un test public d'intrusion. Le test s'est bien déroulé, mais des chercheurs ont détecté des failles majeures dans le code source, affectant tant le précédent que le nouveau système. En conséquence, la Poste a décidé de ne plus proposer le système précédent et de se concentrer sur des mesures destinées à améliorer le nouveau système. Elle prévoit de le mettre à la disposition des cantons à partir de 2020 pour la phase d'essai.

À l'annonce des failles dans le système de la Poste en mars 2019, la Chancellerie fédérale a annoncé vouloir faire le point sur la situation. En effet, ces failles ont également permis d'identifier des faiblesses dans les processus de certification et d'agrément, qu'il convient d'analyser. Toutefois, la Chancellerie fédérale ne dispose d'aucun indice laissant supposer que ces failles auraient causé une falsification des votes précédents.

À l'heure actuelle, la Suisse ne dispose donc d'aucun système de vote électronique.

L'e-voting ne devient pas, pour l'heure, un canal de vote ordinaire

Le Conseil fédéral a lancé en 2017 des travaux pour faire de l'e-voting le troisième canal de vote à côté des votes physique et par correspondance. La nécessaire révision partielle de la loi fédérale sur les droits politiques prévoyait de simplifier la procédure d'autorisation et aurait, dans le même temps, réglementé les exigences essentielles au niveau législatif, notamment la vérifiabilité du vote et de la détermina-

tion des résultats, la transparence des systèmes et leur accessibilité. Cela ne sera pas réalisé. La consultation a montré qu'une nette majorité des cantons et des partis étaient fondamentalement favorables à l'introduction du vote électronique: la Conférence des gouvernements cantonaux ainsi que 19 cantons plaident pour que celui-ci devienne un canal de vote ordinaire. Mais la plupart des partis considèrent cette étape comme prématurée. En juin, le Conseil fédéral a donc décidé de maintenir le vote électronique en phase d'essai et de restructurer celle-ci avec les cantons d'ici la fin de 2020.

L'e-voting est toujours considéré comme un service important pour les électeurs. L'objectif est de mettre en place une interface stable, reposant sur des systèmes de dernière génération. Il s'agit notamment d'étendre les contrôles indépendants, de renforcer la transparence et la confiance et d'associer davantage les milieux scientifiques. À cette fin, les exigences et les procédures sont réexaminées, afin d'être redéfinies. (EDA)



Les services consulaires
partout, facilement accessibles
depuis vos appareils mobiles

 Guichet en ligne DFAE
 Online-Schalter EDA
 Sportello online DFAE
 Online desk DFAE

www.dfae.admin.ch Kenya (2019)

HELPLINE DFAE

© en Suisse +41 800 24 7 365
 © à l'étranger +41 58 465 33 33
 E-Mail: helpline@eda.admin.ch
 Skype: helpline-eda

Conseils aux voyageurs

www.eda.admin.ch/voyages
 © en Suisse +41 800 24 7 365
 © à l'étranger +41 58 465 33 33
 www.twitter.com/travel_edadfae

itineris

Inscription en ligne pour les Suisses
voyageant à l'étranger
www.dfae.admin.ch/itineris



Départ réfléchi.
Voyage réussi.

L'appli est disponible gratuitement
pour iOS et Android

Votations fédérales

Le Conseil fédéral décide des objets au moins quatre mois à l'avance. Les prochaines élections au Conseil national auront lieu le 20 octobre 2019.

Des informations relatives à ces élections sont disponibles sur www.ch.ch/fr/elections2019/. Toutes les informations sur les thèmes soumis à votation (brochure explicative, comités, recommandations du Parlement et du Conseil fédéral, vote électronique, etc.) sont disponibles sur www.admin.ch/votations ou sur l'appli «VoteInfo» de la Chancellerie fédérale.

Le Conseil fédéral a décidé de renoncer à la votation populaire fédérale du 24 novembre 2019. La prochaine votation aura lieu le 9 février 2020.

Initiatives populaires

À la clôture de la rédaction, l'initiative populaire suivante a été lancée (délai de récolte des signatures entre parenthèses):

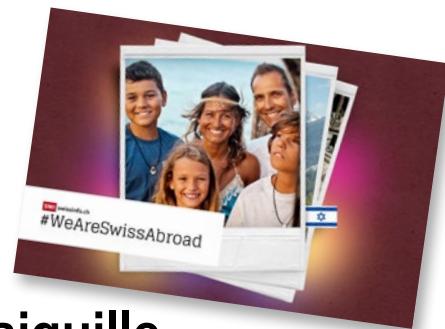
■ «Oui à plus de codécision de la population dans l'assurance-maladie et l'assurance-accidents» (02.01.2021)

La liste des initiatives populaires en suspens est disponible sur www.bk.admin.ch > Droits politiques > Initiatives populaires > Initiatives en suspens



Responsable des pages d'informations officielles du DFAE:
Simone Flubacher, Relations avec les Suisses de l'étranger
Effingerstrasse 27, 3003 Berne, Suisse
Téléphone: +41 800 24-7-365 ou +41 58 465-33-33
www.dfae.admin.ch, mail: helpline@dada.admin.ch

COMMUNAUTÉ DES SUISSES DE L'ÉTRANGER



De fil en aiguille vers une nouvelle vie

Le Lucernois Matthias Oppliger (45) offre de nouvelles perspectives à des victimes de la traite des êtres humains en les employant dans son atelier de couture à Tel-Aviv. Un projet qui a fait parler de lui jusqu'au sein du gouvernement israélien.

Son idée: Des vacances familiales à Tel-Aviv se sont avérées être le point de départ d'une nouvelle vie. L'idée de la famille suisse, de créer des emplois pour d'anciennes travailleuses du sexe et d'autres victimes de la traite des êtres humains, a rapidement trouvé une audience en Israël.

Son projet: La société «kitepride» coud des sacs et des sacs à dos à partir de voiles de bateau ou de kitesurf, de parachutes, ou de combinaisons en néoprène qui ne servent plus. L'entreprise veut offrir de nouvelles perspectives aux anciennes victimes de la traite des êtres humains. Un travail honnête pour un salaire honnête, dans un environnement sûr et sans exploitation.

Son site: Le fondateur et directeur de «kitepride», Matthias Oppliger, a choisi un emplacement stratégique. L'entreprise est située au sud de Tel-Aviv, dans une zone qui se caractérise par la présence de réfugiés et souvent aussi de victimes de la traite des êtres humains. On y croise de nombreuses femmes originaires de l'ancienne Union soviétique, des femmes obligées de se prostituer.

Son succès: Matthias Oppliger emploie quinze salariés et huit bénévoles du monde entier. Tous n'ont pas un passé dramatique. Des volontaires, y compris de Suisse, sont également régulièrement impliqués. Des jeunes qui veulent faire le bien pendant leurs vacances et bien utiliser leur temps passé en Israël. «Celui qui donne, reçoit», estime Matthias. Et c'est un salaire pour lequel cela vaut la peine de travailler.

L'article complet a été publiée sur swissinfo.ch, le service en ligne de la Société suisse de radiodiffusion et télévision SSR/SRG, disponible en dix langues. Vous vivez aussi à l'étranger? Alors marquez vos photos Instagram du hashtag [#WeAreSwissAbroad](https://www.instagram.com/WeAreSwissAbroad).

«Kuss»



SIMONE MEIER:
«Kuss» (en allemand)
Éd. Kein & Aber, Zurich 2019
256 pages; CHF 28.00, €
env. 22.00

«Yann et Gerda aimaient les émissions mettant en scène des expatriés ou des femmes au foyer. Ils adoraient regarder les gens tout quitter, sans argent, simplement parce qu'ils rêvaient trop.» Voilà ce qu'écrit Simone Meier sur les deux personnages principaux de son nouveau roman. Car Yann et Gerda n'hésitent pas non plus à suivre leurs rêves. Ce couple de trentenaires vient d'emménager dans une ancienne maison d'ouvrier aux confins de la ville. Gerda a perdu son emploi de graphiste et investit désormais toute son énergie créatrice à transformer leur demeure délabrée en nid douillet. Yann travaille pour sa part dans un laboratoire d'idées et se voit bien obligé – mais cela lui dé-

plaît-il vraiment? – de pourvoir aux besoins de la famille. Mais plus le temps passe et plus Gerda se perd dans ses rêveries. Après un baiser plus sous-entendu que réel, son histoire d'amour imaginaire avec Alex l'emporte dans un tourbillon de chimères qui confine à la folie.

En parallèle, l'histoire de Valerie vient s'ajouter au récit. Journaliste dans la cinquantaine, celle-ci habite provisoirement dans la maison d'à côté, dont elle a hérité. Les deux récits se mêlent et s'entremêlent pour s'achever sur une note amère.

Le roman se déroule dans une ville suisse et dresse le portrait de la génération des trentenaires et des quadragénaires vivant souvent en colocation, sans objectif précis, mais désireux de fonder une famille et un nid douillet. Une génération en conflit entre émancipation et valeurs traditionnelles. Une génération qui aime le style rétro, pour qui habiter dans une ancienne maisonnette ouvrière est tendance et avoir un travail bien rémunéré, une évidence. Pourtant, le roman de Simone Meier n'est pas une critique sociale. L'autrice observe toutefois intelligemment son univers urbain et restitue habilement ses constats, en forçant le trait lorsqu'elle décrit ses personnages. Celui de Valerie, une femme posée qui se laisse embarquer dans une nouvelle relation amoureuse, est sympathique. Le livre se lit agréablement, mais il dérange subtilement. La frontière ténue entre imagination et réalité met la lectrice ou le lecteur à l'épreuve. Car même quand la façade s'effrite, on préfère regarder la télévision et se perdre dans ses rêveries.

Née en 1970, Simone Meier a grandi en Argovie. Après avoir étudié la littérature allemande et américaine et l'histoire de l'art, elle a travaillé comme rédactrice à la rubrique culturelle de la «WochenZeitung WoZ» et du «Tages-Anzeiger». Aujourd'hui, elle travaille pour le portail d'informations Watson et vit à Zurich. «Kuss» est son troisième roman.

RUTH VON GUNTEN

Makala, le rap des mots doubles



MAKALA:
«Radio Suicide»
2019, Colors Records

Le rappeur genevois Makala n'a pas peur des mots. «Radio Suicide», nom de son dernier album studio, sorti en juin, en est la preuve. Le jeune homme d'origine congolaise se moque de passer à la radio. Il a en effet composé 21 titres où la liberté sonore et les licences poétiques sont complètes. La première écoute n'est pas aisée, du fait d'une explosion d'idées musicales, créées avec la complicité du producteur Varnish La Piscine. Le rap de Makala suit des rythmes funk souples, voire reggae, mais les plages sonores sont triturées, malaxées, interrompues par des flashes qui empêchent de s'endormir au volant. Les paroles donnent de la place à des sentiments

doux et amers. Chaque nouvelle écoute révèle un élément en plus. Membre et fondateur du collectif suisse SuperWak Clique (voire la «Revue Suisse» de janvier 2018), Makala parle de son succès et de ses effets sur ses relations sociales. Il évoque les réseaux sociaux, leur vanité. Il dévoile sa fragilité, dans un monde de gros bras. «La première fois que j'ai fait l'amour, j'ai fait croire que je l'avais déjà fait», scande-t-il sur Goatier. L'argent et le succès? «J'ai la main dans le froc (pantalon). Bientôt j'ai les mains dans le fric», raconte le Genevois sur ICIELAO. L'homme excelle dans l'art de créer des collisions lexicales, où les mots véhiculent plusieurs idées simultanément. La voix de Makala peut évoquer le flow du rappeur américain Snoop Dogg. Elle est suave, presque chuchotée. Les paroles sont compréhensibles, mais pas toujours accessibles, du fait d'un usage accru d'argot et de verlan (langage qui inverse les syllabes). Il s'avère que l'album a tapé dans l'œil de la critique spécialisée française. «Je pourrais dire qu'il s'agit là du meilleur album de rap francophone de la décennie, sauf que ce n'est pas tout à fait un album de rap, ou disons que c'est plus qu'un album de rap», écrit Etienne Menu sur le blog rap Musique journal. C'est le signe que les rappeurs genevois et leur label indépendant Colors Records ont vraiment réussi à sortir de leur petite République.

STÉPHANE HERZOG

Annik Grob



Annik Grob ne songe pas à émigrer pour l'instant. Âgée de douze ans, elle vit avec sa famille à Therwil, dans le canton de Bâle-Campagne, où elle a ses racines. Pour un concours lancé par la Maison allemande de l'émigration de Bremerhaven, elle n'a pourtant pas hésité à se glisser dans la peau d'une jeune fille qui quitte sa patrie. «Si vous deviez émigrer, quels sont les dix objets que vous emporteriez?»: telle était la question posée par le musée, qui invitait enfants et ados à imaginer le contenu de leur valise idéale. Les onze travaux les plus créatifs ont été présentés dans une exposition spéciale. La valise d'Annik est l'une d'elles.

L'élève a convaincu le jury en se proposant d'emporter un livre très épais: «Un livre sur les chevaux comptant plus de 20 000 pages, car il me permettrait de lire longtemps, jusqu'à ce que j'aie appris la langue de mon nouveau pays et que je puisse y acheter de nouveaux livres». Et si cette nouvelle langue devait s'avérer ardue, elle pourrait toujours reprendre sa lecture depuis le début, car elle aurait «sûrement oublié le premier chapitre du livre après l'avoir lu en entier».

Dans sa valise, Annik a aussi glissé une radio, un CD de la rappeuse Namika, un appareil photo, des habits, de l'argent, une trousse de 40 crayons de couleur, sa carte d'identité, des bijoux et son cheval «Resuelto». Son bagage a fait le voyage jusqu'à Bremerhaven – ce qui n'est déjà pas mal. Au XIX^e siècle, plus de sept millions d'émigrants embarquèrent pour le Nouveau Monde dans cette ville portuaire de la mer du Nord. L'élève bâloise n'a rien contre l'idée de déménager un jour dans un autre pays. «C'est ennuyeux de toujours rester au même endroit.»

THEODORA PETER

L'apprentissage perd du terrain

L'apprentissage professionnel, qui fait la part belle à la pratique, est un succès helvétique. Mais il attire moins les jeunes, qui sont de plus en plus nombreux à vouloir étudier. Un phénomène qui touche surtout les filles: la moitié d'entre elles souhaite décrocher une maturité. Conséquence: à la rentrée 2019, pas moins de 15 000 places d'apprentissage restaient vacantes. Pour bon nombre d'entreprises, cette situation est un problème.

(MUL)

Lukas Bärfuss reçoit le prix Georg Büchner

Le plus grand prix de la littérature allemande a été décerné à un Suisse: cela faisait 25 ans que ce ne n'était pas arrivé. Doté de 50 000 euros, le prix Georg Büchner a été attribué à l'écrivain suisse Lukas Bärfuss (né en 1971), qui le recevra officiellement le 2 novembre à Darmstadt. Le jury loue «un narrateur et dramaturge exceptionnel de la littérature contemporaine germanophone». Selon lui, Bärfuss porte sur le monde actuel un regard courageux, critique, étonné et reconnaissant.

(MUL)

Grève féminine historique

La grève des femmes du 14 juin 2019 (voir «Revue Suisse» 03/2019) est considérée comme la plus grande manifestation politique de l'histoire moderne de la Suisse. Toute la journée, plusieurs centaines de milliers de femmes ont cessé le travail et participé à diverses actions. La grève a atteint des dimensions historiques dans toutes les grandes villes. Les femmes ont revendiqué l'égalité dans la vie active et la société, et notamment des salaires égaux à ceux des hommes.

(MUL)

Le Cervin s'effrite

Le symbole du monde alpin suisse, le Cervin, fait la une des médias: suite à des accidents mortels, des guides de montagne demandent le blocage des accès. La commune de Zermatt s'y oppose. Les températures en hausse sont la cause des accidents. Le dégel du permafrost a provoqué l'effondrement de rochers, qui ont emporté des alpinistes. La fonte du permafrost en altitude est un problème qui touche toutes les régions alpines de Suisse.

(MUL)

Exportations d'armes décriées

Les citoyens suisses devront se prononcer sur les exportations de matériel de guerre. Les signatures nécessaires à l'initiative dite «correctrice» ont été récoltées en un temps record. Déposée à Berne à la mi-juin, elle se veut une réaction au plan du Conseil fédéral d'autoriser les exportations d'armes dans des pays en proie à la guerre civile (voir éditorial de la «Revue Suisse» 03/2019).

(MUL)



Suisse.

RÉVEILLEZ
VOS SENS
DURANT TOUT
L'AUTOMNE!

[MySwitzerland.com/
automne](https://www.myswitzerland.com/automne)

Spiez, canton de Berne, © Andreas Gerth

Laisse-toi inspirer sur [MySwitzerland.com/automne](https://www.myswitzerland.com/automne) et partage
tes plus belles expériences avec **#AMOUREUXDELASUISSE**



Swiss Travel System.

